



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 avril 2003  
Français  
Original: anglais/espagnol/français

## Cinquante-septième session

Point 18 de l'ordre du jour

### **Élection des juges du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

**Curriculum vitae des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation auprès des Nations Unies**

**Note du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Curriculum vitae des candidats.....	4
Acha Saker Abdoul.....	4
Aydim Sefa Akay .....	6
Florence Rita Arrey .....	8
Abdoulaye Barry .....	11
Solomy Balungi Bossa .....	13
Robert Fremr .....	16
Taghreed Hikmat .....	19



Karin Hökberg . . . . .	22
Vagn Joensen . . . . .	23
Gberdao Gustave Kam. . . . .	25
Joseph-Médard Kaba Kashala Katuala. . . . .	29
Agnieszka Klonowiecka-Milart . . . . .	32
Flavia Lattanzi . . . . .	36
Kenneth Machin . . . . .	40
Joseph Edward Chiondo Masanche . . . . .	43
Patrick Matibini . . . . .	45
Edouard Ngarta Mbaïouroum . . . . .	49
Antoine Kesia-Mbe Mindua . . . . .	50
Tan Sri Dato' Hj. Mohd. Azmi Dato' Hj. Kamaruddin . . . . .	57
Lee Gacuiga Muthoga . . . . .	62
Laurent Ngaoundi . . . . .	72
Beradingar Ngonyame. . . . .	74
Daniel David Ntanda Nsereko . . . . .	76
Seon Ki Park . . . . .	86
Tatiana Răducanu. . . . .	90
Mparany Mamy Richard Rajohnson. . . . .	91
Emile Francis Short. . . . .	93
Bert Swart. . . . .	100
Xenofon Ulianovschi. . . . .	102
Aura Guerra de Villalaz. . . . .	107

## **I. Introduction**

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale les curriculum vitae des candidats retenus par le Conseil de sécurité sur la liste des candidats proposés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et par les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation en vue de l'élection de juges ad litem du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. La liste des candidats retenus pour cette élection et les procédures de vote que doit suivre l'Assemblée générale figurent dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/57/801.

## **II. Curriculum vitae des candidats**

### **Achta Saker Abdoul (Tchad)**

Date et lieu de naissance : 19 novembre 1955 à Sarh.

Profession : magistrat

#### **Formation**

Cursus de formation à partir du diplôme d'accès à l'enseignement supérieur et diplômes obtenus

- Droit : 1977-1978 à l'Université de Bordeaux (France)
- Droit : 1979-1980 à l'Université de Bordeaux (France)
- Droit : 1980-1981 à l'Université de Picardie Amiens
- DEUG en 1978
- Licence en 1980
- Maîtrise en 1981.

#### **Autres formations**

Magistrature de 1982 à 1983 à l'École nationale de la magistrature de Paris

Formation des formateurs de 1995 à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux

#### **Langues**

- Français
- Anglais

#### **Expériences professionnelles**

- Juge d'instruction de 1984 à 1987.
- Vice-Président du Tribunal de N'Djaména de 1987 à 1989.
- Président du Tribunal de travail de 1989 à 1991.
- Détachée à la Direction de la législation au Ministère de la justice de 1992 à 1995.
- Juge d'instruction de 1995 à 1998.
- Conseiller à la Cour d'appel de N'Djaména (Président de la Chambre sociale et Président de la Chambre pour mineurs).

#### **Autres activités**

- Chargée de cours d'instruction (enquête judiciaire à l'École nationale d'administration et de magistrature (ÉNAM) depuis 1987.

- Président du bureau de la Commission nationale pour l'élaboration du Code des personnes et de la famille.
- Vice-Président du Comité technique de relance du Code des personnes et de la famille (depuis septembre 2000).
- Membre fondatrice de l'Association des femmes juristes du Tchad.

## **Aydim Sefa Akay (Turquie)**

Date de naissance : Le 3 août 1950  
 Connaissances linguistiques : Anglais (très bien)  
 Russe (moyen)

### **Études et formation**

1999 Union européenne, certificat en droit de la concurrence (faculté de droit, Girne American University).  
 Depuis 1998 Préparation du doctorat (Université Hacettepe)  
 1998 Maîtrise (Atatürk : révolutions et principes). Mémoire : Droits de l'homme et Turquie (Université Hacettepe).  
 1990-1993 Séminaires sur le droit humanitaire (faculté de droit, New York University).  
 1990-1993 Cours de russe (cours de langues de l'ONU).  
 1972-1973 Avocat stagiaire.  
 1972 Licence de droit (faculté de droit, Université d'Ankara).

### **Expérience professionnelle**

Depuis 2002 Conseiller juridique à la Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg.  
 2000-2002 Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, Ankara.  
 1998-2000 Conseiller juridique, ambassade de Turquie, Nicosie.  
 1996-1998 Conseiller juridique à la Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg.  
 1993-1996 Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, Ankara.  
 1989-1993 Conseiller juridique de la Mission permanente de la Turquie auprès de l'ONU, New York.  
 1987-1989 Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, Ankara.  
 1987 Vérificateur des comptes, TAI (Turkish Aerospace Industries), Ankara-Eskisehir.  
 1973-1987 Conseiller juridique, Association anglo-turque, Ankara.  
 1973-1987 Avocat (indépendant) à Ankara et conseiller juridique du syndicat Çelik-Is (un trimestre).  
 1973 Professeur d'anglais, école secondaire du premier cycle Bağlum, Ankara.

### **Activités professionnelles**

– Représentant de la Turquie aux vingt-troisième et vingt-cinquième réunions du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public.

- 1997-2003      Travaille pour le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque Mondiale (Washington) en tant que membre du « Groupe d'arbitres » sur les questions juridiques relatives aux investissements étrangers et aux partenariats.
- A suivi de nombreuses affaires jugées par la Cour européenne des droits de l'homme. Spécialiste des questions relatives aux droits de l'homme. Continue à travailler sur les instruments relatifs aux droits de l'homme en tant que conseiller juridique.
- 1992            Rapporteur pour le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation; à ce titre, a établi le rapport du Comité pour l'année 1992.
- 1991-1992      Membre de l'instance d'appel du Tribunal administratif des Nations Unies.
- Représentant de la Turquie aux quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, aux séances plénières comme à celles de la Sixième Commission.
- Représentant de la Turquie aux consultations sur le droit de la mer.
- Représentant de la Turquie aux consultations sur le Comité préparatoire de la Cour pénale internationale.
- 1989-1994      Représentant de la Turquie à la CNUDCI; continue actuellement à travailler sur des sujets traités par la CNUDCI, et en particulier sur les contrats internationaux.
- Représentant de la Turquie aux consultations sur l'accord multilatéral de l'OCDE relatif à l'investissement.
- Représentant de la Turquie aux comités chargés d'examiner les principales questions de fond et questions administratives avant la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.
- Représentant de la Turquie aux réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 1992.
- Participe aux activités de l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la paix.
- Participe à l'Assemblée générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne).
- Participe aux réunions de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE (Paris).
- Participe à l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO).
- Représentant de la Turquie aux réunions des délégués des ministres du Conseil de l'Europe.

## **Florence Rita Arrey (Cameroun)**

Date et lieu de naissance : Le 18 août 1948 à Buéa

Fonctions actuelles : Juge à la Cour suprême

### **Études et diplômes**

Université de Lagos (Nigéria) 1967-1970 : licence de droit, avec mention.

École Nationale d'Administration et de Magistrature (Yaoundé) 1970-1972 : diplôme de la magistrature.

Advanced Institute for Legal Studies, Université de Londres 1988 : certificat en droit (élaboration de traités et droit international).

### **Domaines de spécialisation**

Droit international

Droit de la famille

S'intéresse particulièrement aux questions touchant à l'égalité des sexes, telles que la violence dans la famille et les droits fondamentaux des femmes et des enfants.

### **Postes occupés**

Magistrate (Kumba) 1973-1975.

Présidente du Tribunal de première instance (Tiko) 1975-1979.

Substitut du Procureur général (Buéa) 1979-1980.

Avocate générale à la Cour d'appel (Bamenda) 1980-1983.

Vice-Présidente de la Cour d'appel (Bamenda) 1983-1984.

Avocate générale à la Cour d'appel (Bamenda) 1984-1985.

Vice-Présidente de la Cour d'appel (Bamenda) 1985-1990.

Présidente de la Cour d'appel (Bamenda) 1990-1994.  
(première femme camerounaise à occuper ce poste)

Présidente à la Cour d'appel (Buéa) 1994-2000.

Juge à la Cour suprême 2000.

### **Séminaires, conférences et stages de formation**

« Recherche criminelle et arrestation de suspects : Les pouvoirs de la police et les droits des citoyens ». Conférence organisée par la Society for the Reform of Criminal Law (association pour une réforme du droit pénal), Sydney (Australie), mars 1989.

Conférence sur les droits constitutionnels des femmes en Afrique et leur application, Abuja (Nigéria). Organisée par la Fédération internationale des femmes juristes, octobre 1991.



Séminaire international sur le réseau de centres de consultations juridiques pour les femmes en Afrique francophone. Organisé par le Ministère canadien de la justice, Yaoundé, mai 1993.

Programme de formation sur la démocratie et la bonne gouvernance à l'intention des africaines. Organisé par l'USAID, États-Unis, août 1993. Présentation d'un exposé sur le système judiciaire au Cameroun et obtention du certificat de citoyen d'honneur de Kansas City (Missouri).

Programme pour les visiteurs internationaux sur le thème de la primauté du droit et de l'administration de la justice, États-Unis, août -septembre 1994.

Rencontre avec des associations de femmes travaillant sur les questions liées à l'égalité des sexes aux États-Unis et sur les droits des enfants. Nommée à la tête de l'International Association of Women Judges (Association internationale des femmes juges).

Colloque judiciaire sur le thème de la mise en oeuvre, au niveau national, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Organisé par la Division de la promotion de la femme de l'ONU, Vienne (Autriche), octobre 1999. Communication intitulée *Legislative and judicial treatment of family relations in Cameroon* (les relations familiales dans la législation et l'appareil judiciaire camerounais), dont le texte a été publié dans la revue *Bringing International Human Rights Law Home*.

Séminaire à l'intention des magistrats et des juges, organisé par la Fédération internationale des femmes juristes et parrainé par Friedrich Ebert; exposé sur les facteurs empêchant les femmes de jouir de leurs droits fondamentaux au Cameroun.

Séminaire/atelier pour la formation de formateurs en matière de démocratie et de droits de l'homme; organisé par la section camerounaise de la Fédération internationale des femmes juristes et parrainé par le programme de coopération Cameroun-Canada, Mutenguene Fako, février 1997; exposé sur l'accès à la justice au Cameroun.

Publication par la Common Law Magistrates and Judges Association (Association des Magistrats et des juges de *common law*) du livre intitulé *The Common Law in Cameroon*.

Présentation d'un exposé sur les femmes et la loi au Cameroun, au séminaire organisé par l'organisation C.W.F., Bamenda, 1991.

Atelier sur la formation des officiers d'état civil organisé par la section camerounaise de la Fédération internationale des femmes juristes, Bamenda, 1998; exposé sur l'interprétation des dispositions légales en matière d'état civil par les tribunaux.

Conférence sur l'application du droit international par les tribunaux canadiens, organisée par la section canadienne de l'Association internationale des femmes juges, Montréal (Canada), novembre 2001.

Stage de découverte de la Cour de cassation française, Paris, mars-avril 2002.

Conférence du jubilé, organisée par la Commonwealth Magistrates and Justice Association (Association des magistrats et des juges du Commonwealth), Londres, septembre 2002.

**Associations**

Membre de l'Association internationale des femmes juges (Directrice régionale), Présidente de la section camerounaise.

Membre de la Fédération internationale des femmes juristes.

Membre de l'Association des magistrats et des juges du Commonwealth.

Présidente de la Common Law Magistrates and Judges Association (association des Magistrats et des juges de *common law*) au Cameroun.

Membre de la Society for the Reform of Criminal Law (association pour une réforme du droit pénal).

**Divers**

Titulaire du Certificate for Distinction in Law and Economics (certificat en droit et économie), délivré par le Ministère camerounais de la condition de la femme.

**Connaissances linguistiques**

Anglais : Excellent.

Français : Bien.

## **Abdoulaye Barry**

Date et lieu de naissance : Le 13 janvier 1955 à Banh (Yatenga)

Profession : Magistrat

### **Études**

1976-1980	Études universitaires (1er cycle), Université du Bénin Licence en droit
1980-1981	Études universitaires (2e cycle), Université du Bénin Maîtrise en droit
1981-1983	Études postuniversitaires, École nationale de la magistrature de Paris (France) Diplôme de la magistrature

### **Carrière professionnelle**

Depuis juillet 1999	Procureur général, Ouagadougou.
Janvier 1996 à juillet 1999	Commissaire du Gouvernement près de la Cour suprême et membre de la Haute Cour de justice.
Février 1984 à juillet 1995	Secrétaire général du Ministère chargé des relations avec le Parlement.
Novembre 1992 à janvier 1994	Avocat général du Ministère de la justice.
Août 1989 à juillet 1992	Secrétaire général du Ministère de la justice.
Décembre 1987 à août 1989	Commissaire du Gouvernement près de la Haute Cour d'État.
Octobre 1986 à décembre 1987	Secrétaire général du Ministère de la justice.
Avril 1985 à octobre 1986	Procureur du Faso à Ouagadougou.
Octobre 1983 à mars 1985	Procureurs du Faso à Dédougou.

### **Stages de formation et séminaires**

Août 1991 : Séminaire de la septième session de l'Académie internationale de droit constitutionnel de Tunis (Tunisie), diplôme de l'Académie.

De nombreux stages de formation professionnelle et de spécialisation en matière de drogues, de blanchiment de capitaux, de droits de l'homme notamment.

### **Expérience en matière d'enseignement**

Professeur vacataire de procédure pénale à la faculté de droit de l'Université de Ouagadougou (1987-1997).

Professeur vacataire de droit pénal et procédure pénale à l'École nationale d'administration et de magistrature de Ouagadougou, à l'École nationale de police de Ouagadougou et à l'École nationale de santé publique de Ouagadougou.

**Langues**

Français : Bien.

Anglais : Assez bien.

Espagnol : Notions.

**Publications**

Juin 1981 : Les commissions rogatoires générales  
Mémoire de maîtrise en droit  
Université de Bénin-Lomé (Togo).

## **Solomy Balungi Bossa (Ouganda)**

Licence en droit (avec mention), Université Makerere.

Certificat d'études en droit du Law Development Center (Centre pour le développement du droit).

Certificat en rédaction juridique – (Commonwealth Youth Centre, Université de Zambie).

Avocate à la Haute Cour d'Ouganda.

Juge à la Haute Cour d'Ouganda.

Juge à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est.

Date et lieu de naissance : le 14 avril 1956 à Kampala.

### **Études**

1974-1975                      Makerere College School – Certificat d'études secondaires.

1976-1979                      Université Makerere (Kampala) – Licence en droit (avec mention).

### **Autres formations**

Égalité des sexes, justice et Cour pénale internationale, 2002, Budapest (Hongrie).

La doctrine en matière de formation à l'égalité, organisée par l'Association internationale des femmes juges et par la Fondation internationale des femmes juges, 2000, Entebbe (Ouganda).

Formation à l'intention des bâtonniers, organisée par l'Association internationale du barreau.

Droit, éthique et VIH/sida, Accra, Dakar, New York, Abidjan, 1993-1996. Sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Instruction civique et surveillance des élections, Ouganda, 1994-1996.

Visiteur international (programme pour les visiteurs internationaux aux États-Unis), l'état de droit et les femmes dans la procédure judiciaire.

Initiation aux techniques d'appel de fonds, 1994, Nairobi (Kenya).

Les méthodes populaires d'enseignement du droit (Jinja), 1993; organisée par Women in Law Development Africa.

La rédaction juridique, 1987, Université de Zambie, sous l'égide du Commonwealth.

### **Postes occupés**

Depuis 1997                      Membre de la Commission internationale de juristes.

1995-2000                      Vice-présidente de l'Association internationale du barreau,

1995-2000	Vice-présidente de l'Association internationale du barreau, Human Rights Institute (Institut des droits des hommes).
1999-2002	Présidente du Law Council.
1999-2001	Présidente du Conseil d'administration du centre de consultations juridiques du Law Development Centre (Centre pour la promotion du droit).
1997-2000	Présidente de l'Interim National Steering Committee on Community Service (Comité directeur national provisoire sur les travaux d'intérêt général).
1994-1997	Présidente de la National Organization for Civic Education and Election Monitoring (Organisation nationale pour l'instruction civique et la surveillance des élections).
1993-1999	Présidente et fondatrice de l'Uganda Network on Law, Ethics, HIV and AIDS (réseau ougandais sur la loi, l'éthique, le VIH et le sida).
1995-1997	Présidente et fondatrice de l'East Africa Law Society (Association des juristes est-africains).
1993-1995	Présidente de l'Uganda Law Society (Association des juristes ougandais).
1992	Vice-présidente de la Fédération internationale des femmes juristes.
1989-1990	Membre de la Fédération internationale des femmes juristes.
1985	Secrétaire de la section ougandaise de la Fédération internationale des femmes juristes.

A largement traité les sujets suivants dans ses écrits :

L'instruction civique et la surveillance des élections.

L'intégration en Afrique de l'Est.

VIH, éthique et droit.

La justice pénale, et plus particulièrement les peines de substitution à l'emprisonnement.

L'assistance juridique.

Les droits de l'homme en Ouganda.

Le droit en matière de relations familiales.

Les travaux d'intérêt général comme peine de substitution à l'emprisonnement.

L'accès à la justice.

### **Emplois**

Depuis 2001	Juge à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est.
Depuis 1997	Juge à la Haute Cour d'Ouganda.
1988-1997	Avocate à la Haute Cour d'Ouganda.
1980-1997	Chargée de cours au Law Development Centre (Centre pour la promotion du droit).

### **Distinctions**

Témoignage de reconnaissance pour services rendus au Southern University Law Centre (Centre de droit de la Southern University), États-Unis, Student Bar Association, 1994.

Diplôme honorifique pour dévouement et engagement professionnel au service de la justice, décerné par le Rotary Club de Kampala West, 1994.

Distinction honorifique décernée par l'Association internationale du barreau en reconnaissance des aptitudes exceptionnelles manifestées lors de l'organisation de la Conférence régionale sur les droits de l'homme de 1995, sous l'égide de l'Association internationale du barreau.

Personnalité de l'année 1996 dans le domaine juridique par New Generation Africa.

Diplôme d'honneur, décerné par l'Association des juristes ougandais en 1998.

Certificat de mérite pour l'action menée en faveur des travaux d'intérêt général en Ouganda, 1997-2001.

Attestation de formateur, Jurisprudence of Equality Project (Programme sur la doctrine relative à l'égalité), 2001.

Diplôme d'honneur annuel de la Law Society (Association des juristes) en reconnaissance de sa contribution exemplaire à la promotion de la justice en Ouganda, 2001.

Certificate of Honour (diplôme d'honneur), pour services rendus en tant que Présidente des consultations juridiques, mai 2002.

Distinction accordée par l'Uganda Law Society (Association des juristes ougandais) pour avoir été la première femme à siéger à la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, 2002.

## Robert Fremr (République tchèque)

Date et lieu de naissance : 8 novembre 1957, Prague.

### Fonctions actuelles

Président de la Haute Cour de la République tchèque. Section pénale (Président de la Chambre d'appel).

### Fonctions antérieures

- Depuis 1989 Haute Cour de la République tchèque. Juge, Section pénale depuis 1992.
- 1986-1989 Cour d'appel, Prague. Juge, Section pénale.
- 1983-1986 Tribunal de district, Prague. Juge, Section pénale.
- 1981-1983 Tribunal municipal, Prague, juriste praticien.

### Études

- 1976-1980 Faculté de droit de l'Université Charles, Prague.
- 1981 Docteur en droit (sujet de thèse : l'objet du châtement).
- 1989-1991 Études de troisième cycle à la faculté de droit de l'Université Charles, Prague (droit pénal).

### Autre formation

- 1992 Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), cours sur les droits de l'homme.
- 1994 Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg (France), voyage d'étude axé sur les questions pratiques de procédure dont est saisie la Cour, organisé par le Conseil de l'Europe à l'intention de juristes sélectionnés.
- 1995 Tribunal régional de Linz (Autriche), voyage d'étude sur le système de procédure pénale.
- 1997 Université d'Édimbourg (Écosse), cours consacré au droit européen.
- 1999 Bourse d'échanges Eisenhower, Washington, Philadelphie, New York, Chicago, Denver, Miami, Little Rock, Reno, Los Angeles (États-Unis). Voyage d'étude axé sur la comparaison des procédures pénales du système de la *common law* et du système issu du droit romain.
- 1999 Centre californien d'étude et de recherche judiciaires, voyage d'études sur la peine de mort, Costa Mesa (États-Unis).

### Activités internationales

- 1995-2001 Représentant de la République tchèque auprès du Groupe multidisciplinaire sur la corruption du Conseil de l'Europe.



1996-1997	Membre de la délégation tchèque participant aux négociations intergouvernementales entre les États-Unis et la République tchèque sur le traité d'extradition, Prague et Washington.
1997-2000	Représentant de la République tchèque dans le cadre du projet OCTOPUS (projet conjoint du Conseil de l'Europe et de la Communauté européenne) contre la corruption et le crime organisé.
Depuis 1998	Représentant de la République tchèque auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Groupe de travail sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales, membre des équipes d'évaluation chargées d'examiner les cas de la Slovaquie (2000) et de la Finlande (2002).
1999-2001	Président élu du Groupe de travail sur le financement des partis politiques.
Depuis 2000	Représentant de la République tchèque auprès du Conseil consultatif des juges européens (CCJE), organe consultatif auprès du Comité des ministres du Conseil de l'Europe.
Depuis 2002	Membre du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe, membre du Groupe d'experts pour la mise en place d'équipes d'évaluation, membre de l'équipe internationale chargée de suivre la situation en Bosnie-Herzégovine (2002).

#### **Activités nationales**

Depuis 1995	Conférencier extérieur à la Faculté de droit de l'Université Charles de Prague (cours de droit pénal dispensés à des étudiants tchèques, cours dispensés en anglais à des étudiants étrangers : étude comparée du droit pénal tchèque et d'autres systèmes de droit pénal).
Depuis 1998	Conférencier dans le cadre de cours destinés à des juristes et des juges, organisés par le Ministère de la justice de la République tchèque (cours sur les questions relatives aux droits de l'homme relevant du droit pénal).

#### **Participation à des conférences et à des séminaires internationaux**

1994	Séminaire international sur la délinquance, Ljubljana (Slovénie).
1995	Séminaire international sur les enfants coupables d'assassinat, Londres (Royaume-Uni).
1995	Séminaire international sur la détermination des peines pour les crimes très graves, organisé par NACRO, Breda (Pays-Bas).
1996	Séminaire international sur la lutte contre la criminalité organisée, Sofia (Bulgarie).

- 1996 Séminaire international sur la poursuite et la condamnation des délinquants juvéniles, Université de Glasgow (Écosse).
- 1998 Conférence sur l'indépendance des tribunaux, étude comparative de différents appareils judiciaires, Stockholm (Suède).
- 1999 Séminaire international sur la protection des personnes vulnérables, notamment les témoins, Bratislava (Slovaquie).
- 2000 Conférence d'évaluation du projet OCTOPUS II consacré à la lutte contre la criminalité organisée, chef de la délégation tchèque, Strasbourg (France).
- 2000 et 2001 Conférences internationales sur la lutte contre la corruption dans les pays en transition, Bucarest (Roumanie).
- 2000 Enquêter sur les cas de corruption, juger et punir les coupables, conférence internationale à l'intention des juristes praticiens organisée par le Conseil de l'Europe, Istanbul (Turquie).
- 2001 Représentant de la République tchèque au deuxième Forum mondial sur la lutte contre la corruption, La Haye (Pays-Bas).
- 2001 Dixième Conférence internationale contre la corruption organisée par *Transparency International*, Rapporteur de l'atelier, Prague (République tchèque).
- 2001 Séminaire international sur le financement des partis politiques et la corruption, organisé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Paris.
- 2002 Séminaire de formation organisé conjointement par le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) et le Comité restreint d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux (MONEYVAL), séminaire international, Paphos (Chypre).

### **Publications**

Publication, dans les journaux nationaux consacrés au droit pénal, d'articles traitant de différents sujets. Membre depuis 2000 du comité de rédaction de *Soudní rozhledy* (journal qui publie et commente les principales décisions de justice rendues par les tribunaux nationaux, étrangers et internationaux).

### **Compétences linguistiques**

Anglais : courant

Russe : courant

Français : lu.

## **Taghreed Hikmat (Jordanie)**

### **Expérience professionnelle et juridique**

Première femme juge en Jordanie (Amman, depuis 1996)

Juge à la Haute Cour pénale (depuis 2003)

Juge de la Cour d'appel (1998-2003)

Procureur général adjoint (1996-1998)

Avocate à la cour pénale et devant les tribunaux civils (Jordanie) (1982-1996) pour des affaires de :

Meurtre

Viol

Voies de fait

Corruption

Violence, notamment les cas de violence dans la famille, de violence sexuelle et de sévices à enfants.

Chef de l'institut pédagogique d'Amman (1978-1982)

Professeur des écoles (Amman) (1965-1978)

### **Formation**

1969-1973      Licence en droit, Université de Damas (Syrie)

### **Membre des organes nationaux, régionaux et internationaux suivants :**

- Association internationale des femmes juges.
- *Higher Council for the National Task Force for Children* (Conseil supérieur de l'équipe spéciale nationale pour les enfants).
- *Higher Council for National Jordanian Women Committees* (Conseil supérieur des commissions nationales en faveur des femmes jordaniennes).
- Comité préparatoire de la Conférence de Beijing.
- *Arab Coordinating Committee* (Commission arabe de coordination).
- *Legal Committee of the National Team for Family Security* (Comité juridique de l'équipe nationale chargée de la sécurité familiale).
- *Higher Council of Queen Rania Center for Children Studies* (Conseil supérieur du Centre d'études pédiatriques de la Reine Rania).
- *Training Committee for Judges, Prosecutors, Policemen on Dealing with Violence Cases* (organe de formation des juges, des procureurs et des policiers à la gestion des affaires liées à la violence).
- Consultante auprès du *Jordanian Center for Human Rights Studies* (Centre jordanien d'études des droits de l'homme).
- Présidente du *Higher Committee for the Election of the Jordanian National Committees for Women* (Comité supérieur pour l'élection des commissions nationales en faveur des femmes jordaniennes).

- Présidente du projet jordanien en faveur de la protection des familles (lutte contre la violence dans la famille, la violence sexuelle et les sévices à enfants), axé sur la formation des juges, des procureurs et des policiers à la gestion des affaires liées à la criminalité liée à la famille.
- Présidente du *Committee for Juvenile Care* (Comité pour les jeunes).
- Présidente du *Committee for Regulating Child Labor* (Comité en faveur de la réglementation du travail des enfants).
- Coalition nationale pour les enfants.
- *Legal Committee of the National Jordanian Women Committees* (Comité juridique des commissions nationales en faveur des femmes jordanienne).
- Partenariat mondial en faveur des enfants.
- Assemblée internationale jordanienne auprès de la Cour pénale internationale.
- *Law Group for Human Rights/Mizan* (organisation non gouvernementale jordanienne).

### **Sujets de recherche**

- La violence.
- La violence dans la famille.
- Les sévices à enfants.
- Les droits des femmes et les droits fondamentaux.
- Les tribunaux pour enfants et les politiques pénales modernes.
- Les femmes dans le système judiciaire.
- La législation jordanienne et la protection de la famille.
- La législation jordanienne et la protection des enfants.
- La famille dans une société en mutation.
- La sensibilisation de l'opinion publique jordanienne aux questions juridiques.

### **Conférences, séminaires et formations**

- Atelier organisé par la Cour pénale internationale pour les femmes juges (Roumanie).
- Cinquième Conférence internationale sur les femmes (Chine).
- Les relations familiales dans une société en évolution (Pays-Bas).
- Commission judiciaire pour les questions relatives aux femmes (Égypte).
- Protection de la famille (Royaume-Uni).
- Les instances judiciaires pour enfants dans le monde arabe (Liban).
- Projet d'échange juridique entre les États-Unis et la Jordanie (États-Unis).
- Les femmes et la loi (Japon).

- La violence à l'égard des femmes (Jordanie).
- Les femmes et la loi (Bahreïn).
- Conférence sur les femmes arabes (Égypte).
- Réunion régionale sur le droit humanitaire international (Jordanie).
- Cours de formation sur l'égalité des sexes dans les projets de développement dans le monde arabe (Jordanie).
- Cours consacrés aux sévices sur enfants (Royaume-Uni).
- Cours de formation sur différentes questions relatives aux femmes.

## **Karin Hökborg (Suède)**

Date et lieu de naissance : 3 octobre 1941, Luleå (Suède)

### **Études**

Université de Stockholm (Suède) (LL.B (licence en droit), 1968)

Université de Georgetown et American University, Washington, études de droit international 1971-1973

### **Carrière**

Système judiciaire suédois : A travaillé auprès de plusieurs tribunaux de districts et auprès de la Cour d'appel de Svea (1968-1970 et 1974-1977); juge associé près la Cour d'appel de Svea (1980); juge à la Cour d'appel de Svea (1990); Vice-Présidente de la chambre de la Cour d'appel de Svea (1997).

Ministère du commerce : conseillère juridique (1973).

Ministère des affaires étrangères : conseillère juridique (1977-1981).

Ministère de la justice : conseillère juridique (1982-1987); directrice (1987-1990).

Organisation européenne du libre-échange, Genève, Suisse : conseillère juridique principale, AELE; directrice adjointe du Bureau des affaires juridiques (1991-1992); Greffière du Tribunal de l'AELE (1992-1995).

Experte au Comité gouvernemental chargé de la révision de la législation sur les droits d'auteur; membre du Conseil d'administration d'une société d'auteurs; représentante de la Suède à plusieurs négociations intergouvernementales (OMI, UNESCO, CNUCED, AEN/OCDE, GATT, Conférence de La Haye sur le droit international privé, Conseil de l'Europe); présidente de plusieurs comités intergouvernementaux (The Berne Union Executive Committee; comité d'experts; comité de rédaction d'une conférence diplomatique de l'OMPI).

Lors de la présidence suédoise de l'Union européenne (2001), Présidente du Comité du Conseil européen sur la propriété intellectuelle.

### **Publications**

*The European Economic Area*, EEA LAW, A Commentary on the EEA Agreement, en collaboration, 1993, en anglais, 1994, en suédois.

### **Langues étrangères**

Anglais (excellent); français (moyen).

### **Fonctions actuelles**

Vice-Présidente de la chambre de la Cour d'appel de Svea, Stockholm (Suède); s'occupe essentiellement de droit pénal, mais aussi de droit de la famille et de droit civil.

## **Vagn Joensen (Danemark)**

### **Profession**

Juge de la Haute Cour, Haute Cour orientale, Copenhague, depuis 1994

### **Études**

Maîtrise en droit à la faculté de droit de l'Université d'Århus, 1973

Études au City of London College (droit civil), 1972

Études à la Harvard Law School (droit civil), 1979

### **Langues étrangères**

Anglais : parlé et écrit couramment.

### **Principales qualifications**

Depuis 1994, a traité toutes sortes d'affaires pénales relevant de la compétence de la Haute Cour

Juge international pour le District de Mitrovica, MINUK, Kosovo

Longue expérience du droit international et participation à plusieurs commissions internationales du Conseil de l'Europe

Avant d'être nommé à la Haute Cour, a travaillé comme avocat, procureur et juge du Tribunal municipal de Copenhague; a enseigné le droit pénal international, le droit constitutionnel et le droit civil à la faculté de droit de l'Université d'Århus et à l'Université de Copenhague; Président du Conseil des recours administratifs

### **Expérience professionnelle**

1994 à aujourd'hui	Juge à la Haute Cour
2001-2002	Juge international pour le district de Mitrovica, MINUK, Kosovo
1982-1994	Juge au Tribunal municipal de Copenhague (droit pénal et civil)
1978-1982	Ministère danois de la justice, Copenhague
1977	Procureur adjoint, police de Gladsaxe (affaires pénales)
1976	Juge adjoint au Tribunal de Hvidovre (affaires pénales)
1974-1975	Ministère danois de la justice, Copenhague
1973	Service militaire, assistant du Procureur militaire

### **Autres emplois et expériences**

1999 à aujourd'hui	Assistant de la faculté de droit, Université de Copenhague (droit pénal et civil)
2000-2001	Président du Conseil des recours administratifs

1996-1999	Vice-Président du Conseil des recours administratifs
1991 à aujourd'hui	Président de la Commission de contrôle des loyers, Copenhague
1982-1983	Chargé de cours à l'Université de Copenhague (droit civil)
1980-1982	Magistrat au Tribunal de Tårnby (droit pénal)
1978-1980	Procureur adjoint auprès de la Haute Cour de Copenhague (droit pénal)
1976-1977	Chargé de cours à l'École supérieure d'études sociales, Copenhague (droit civil)
1974-1975	Avocat dans un cabinet privé
1973	Chargé de cours à l'Université d'Århus (droit constitutionnel et pénal)

**Expérience internationale**

2001-2002	Juge international pour le district de Mitrovica, MINUK, Kosovo
1980-1991	Membre de plusieurs comités d'experts du Conseil de l'Europe (droit civil et droits de l'homme)
1979	Études à la Harvard Law School (droit civil)
1972	Études à la City of London College (droit civil)



## Gberdao Gustave Kam (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance : 19 mai 1958, Dolo (Bougouriba)

### Expérience professionnelle

2003                      Coordonnateur national du Programme d'appui à la consolidation du processus démocratique, l'état de droit et la bonne gouvernance, cumulativement avec les fonctions de DEP.

- Attributions :**
- Élabore et exécute les devis-programmes annuels, présente les rapports techniques et financiers au comité de pilotage du programme, ouvre et gère le compte régie FED.
  - Ordonnateur (en vertu de l'article 313 de la Convention de Lomé IV) pour la signature de marchés de travaux, de marchés de fournitures/équipements.
  - Ordonnateur pour la signature de protocoles d'accord.
  - Régisseur pour l'exécution de dépenses de rémunérations locales.

2001                      Directeur des études et de la planification.

- Attributions :**
- Centraliser l'ensemble des données relatives aux activités du Ministère et des projets en cours de réalisation et ou à réaliser;
  - Suivre et contrôler les projets inscrits ou non dans les plans et programmes de développement;
  - Réaliser les études nécessaires à la dynamisation du ministère, notamment l'étude et la conception des projets du département;
  - Organiser les passations des marchés publics relevant du Ministère qu'il préside. À ce titre, il élabore les dossiers techniques des appels d'offres et les lettres de commande;
  - Suivre les relations avec les institutions internationales;
  - Suivre les travaux des commissions mixtes de coopération;
  - Élaborer, exécuter et suivre le schéma informatique du ministère;
  - Élaborer et suivre le planning des activités du Ministère;
  - Élaborer et assurer l'exécution des programmes annuels et triennaux d'investissements publics et du Ministère.

1999-2001              Direction des affaires civiles pénales et du sceau – Ministère de la justice.

- Attributions :**
- Suivre l'activité des juridictions civiles, commerciales, pénales, sociales et administratives;

- Contrôler le fonctionnement des tribunaux départementaux et d'arrondissement;
  - Veiller à l'application effective des conventions internationales intéressant le droit privé, la remise d'actes judiciaires, la transcription des mentions marginales sur les registres d'état civil, l'instruction des demandes de naturalisation, ...
- Membre de la Commission nationale de codification pour la relecture du Code de procédure pénale et de la loi portant procédure applicable à la Chambre criminelle.
- 1998-2000      Commissaire du Gouvernement près le Tribunal militaire de Ouagadougou.
- Attributions :**
- Assurer les fonctions du ministère public devant le Tribunal militaire.
    - Procéder ou faire procéder à tous actes nécessaires à la poursuite des infractions à la loi pénale devant le Tribunal militaire.
- 1996-1999      Procureur général près la Cour d'appel de Ouagadougou.
- Attributions :**
- Assurer les fonctions du ministère public devant la Cour d'appel :
    - Veiller à l'application de la loi pénale sur le territoire national;
    - Procéder ou faire procéder à tous actes nécessaires à la poursuite des infractions à la loi pénale;
    - Contrôler l'activité des Procureurs devant les juridictions du premier degré.
- 1995-1996      Président du Tribunal de grande instance de Koudougou.
- Attributions :**
- Rendre des décisions judiciaires au premier degré dans les affaires civiles, commerciales, et pénales relevant de sa compétence et dont il est saisi.
  - En matière de référé : dans les cas d'urgence, le Président peut ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent pas à aucune contestation sérieuse.
  - Prescrire des mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent.
  - En matière d'ordonnance sur requête : ordonner toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu'elles ne soient pas contradictoirement prises.
- 1992-1995      Président du Tribunal de grande instance de Bobo Dioulasso.
- Attributions :**
- Rendre des décisions judiciaires au premier degré dans les affaires civiles, commerciales, et pénales relevant de sa compétence et dont il est saisi.

- En matière de référé : dans les cas d’urgence, le Président peut ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent pas à aucune contestation sérieuse.
  - Prescrire des mesures conservatoires ou de remise en état qui s’imposent.
  - En matière d’ordonnance sur requête : ordonner toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu’elles ne soient pas contradictoirement prises.
- 1988-1992      Cabinet populaire d’assistance judiciaire – Ouagadougou (avocat).
- Attributions :**
- Représenter et assister les parties et principalement les sociétés d’État, d’économie mixte en justice.
  - Postuler, conclure et plaider devant les juridictions.
- 1991-1992      Membre de la Commission d’enquête indépendante sur les crimes d’assassinat de Oumarou Clément Ouédraogo, de tentative d’assassinat sur la personne de Moctar Tall.
- Attributions :**
- Procéder à toutes investigations sur toute l’étendue du territoire national pour rechercher, appréhender les auteurs, coauteurs, complices des crimes commis sur la personne.
- 1987-1988      Président du Tribunal de première instance de Tenkodogo.
- Attributions :**
- Rendre des décisions judiciaires au premier degré dans les affaires civiles, commerciales, et pénales relevant de sa compétence et dont il est saisi.
  - En matière de référé : dans les cas d’urgence, le Président peut ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent pas à aucune contestation sérieuse.
  - Prescrire des mesures conservatoires ou de remise en état qui s’imposent.
  - En matière d’ordonnance sur requête : ordonner toutes mesures urgentes lorsque les circonstances exigent qu’elles ne soient pas contradictoirement prises.
- 1985-1987      Juge d’instruction au Tribunal de première instance de Bobo Dioulasso.
- Attributions :**
- Procéder conformément à la loi à tous les actes d’information jugés utiles pour la manifestation de la vérité.
  - Procéder ou faire procéder à tous les actes d’information (enquête de personnalité, prescrire un examen médical...)

### **Cour pénale internationale : 1999 à 2002**

Participation à Rome et au Siège des Nations Unies à :

- L’élaboration du statut de la Cour (1998);

- L'élaboration du règlement de procédure et de preuve et des éléments constitutifs des crimes (1999-juin 2000);
- L'élaboration du Règlement financier et des règles de gestion financière; de l'accord sur les privilèges et immunités; des relations entre la Cour et l'ONU (novembre 2000).

Membre de la Commission de privatisation des entreprises publiques : depuis 2001.

**Formation**

1984-1985           École nationale de magistrature – Section internationale de Paris : diplôme de magistrat.

Divers stages, séminaires et ateliers en rapport avec ma profession de magistrat :

1979-1983           Université de Ouagadougou (École supérieure de droit).  
Maîtrise en droit – Option : droit privé

1972-1978           Lycée Ouezzin Coulibaly de Bobo Dioulasso; baccalauréat série B.

## **Joseph-Médard Kaba Kashala Katuala (République démocratique du Congo)**

Date de naissance : 13 août 1949.

### **Éducation**

- 1974           Licence en droit  
                   Université nationale du Zaïre, Kinshasa  
                   Droit pénal, procédure pénale, droit international public, droit judiciaire, droit civil, droit commercial, droit fiscal, finances publiques, institutions internationales, criminologie, droit pénal international, droit international humanitaire, etc.
- 1970           Baccalauréat en droit  
                   Université officielle du Congo, Lubumbashi  
                   Principes généraux du droit, introduction à l'étude du droit.

### **Fonctions actuelles**

- Depuis 1996   Avocat général de la République près la Cour suprême de justice, Kinshasa  
                   Exerce, au nom du Procureur général de la République, les fonctions du ministère public devant la Cour suprême de justice, responsable en particulier des poursuites contre les hauts fonctionnaires et les membres du Gouvernement bénéficiaires du « privilège de juridiction » devant la Cour suprême.  
                   Représente le Parquet dans les procédures de cassation et autres procédures spéciales de la Cour suprême.
- Depuis 1992   Commission permanente de réforme du droit congolais, Kinshasa  
                   Dirige la section « Droit pénal » de la Commission chargée d'entreprendre des études et faire des recommandations sur les réformes du droit national et du système judiciaire en vue de les dépouiller de l'héritage colonial et de les harmoniser avec les normes internationales applicables à la RDC.
- Depuis 1991   Directeur du Service de documentation et d'études du Ministère de la justice, Kinshasa  
                   Supervise le Service indépendant chargé d'effectuer des études de jurisprudence et des doctrines juridiques pour le compte des magistrats.  
                   Coordonnateur des travaux de mise à jour des codes et lois de la RDC ainsi que des travaux d'harmonisation des lois internes avec les Conventions internationales ratifiées par la RDC dans les domaines des droits de l'homme, du droit international humanitaire et dans d'autres domaines humanitaires.

**Antécédents professionnels**

Depuis 1975      Magistrat/Procureur près de cours et tribunaux

A exercé les fonctions de Procureur successivement auprès des tribunaux d'instance et des Cours d'appel dans plusieurs provinces de la RDC (Lubumbashi, Bukavu, Goma et Kinshasa). Dans le système judiciaire congolais, ces fonctions concernent à la fois les poursuites et l'instruction ainsi que la supervision des enquêtes pénales avec l'assistance des officiers de police judiciaire et les poursuites des prévenus devant les tribunaux de jugement.

**Traits marquants de la carrière**

A représenté la RDC à un large éventail de conférences normatives et autres réunions techniques internationales et régionales, dont :

- Expert de la délégation congolaise aux travaux de l'OMS sur la Convention internationale de lutte contre le tabagisme : Inde, janvier 2000 et Genève, octobre 2000.
- Délégué de la RDC au séminaire sur le droit nucléaire organisé par l'Agence internationale de l'énergie atomique : Saclay, France 2000.
- Délégué de la RDC à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, quatrième, cinquième, sixième et neuvième sessions, New York, à la dixième session et à l'Assemblée des États Parties.
- Expert congolais aux travaux de la CEPGL (Communauté économique des États des Grands Lacs) à Gisenyi (Rwanda) en matière de coopération judiciaire (1983-1986).

**Intérêts juridiques et communautaires**

- Éditeur de la revue *Justice, Science et Paix* paraissant à Kinshasa depuis 1992. La revue publie une chronique de jurisprudence et des articles d'analyse du droit pour des magistrats, avocats, professeurs de droit et étudiants.
- Éditeur du Bulletin des arrêts de la Cour suprême de justice.
- Coordonnateur des travaux d'élaboration de code de la protection de l'enfant depuis janvier 2001.
- Membre du Comité d'éthique médical.
- Point focal de l'UNICEF au Ministère de la justice pour la protection légale des femmes et des enfants.
- Membre du Comité technique pour la réforme du système de santé (1998) et Rapporteur général des États généraux de la santé au Congo (1999).
- Secrétaire général adjoint de l'Union des écrivains zaïrois (UEZA), 1973-1974.

**Publications**

Conférences, articles dans divers journaux et revues, conférences dans les universités de la RDC, contributions dans les colloques juridiques et séminaires scientifiques. Plusieurs ouvrages, parmi lesquels :

- Cour suprême de justice, historique et textes annotés de procédure (coauteur), éd. Batena Ntambua, Kinshasa, 2000;
- Procédure civile (coauteur), éd. Batena Ntambua, Kinshasa, 1999;
- Le Code du travail zaïrois annoté, 1re édition (1995), 2e édition (1998) et 3e édition (2001), Kinshasa;
- Code civil annoté, éd. Batena-Ntambua, Kinshasa, 1996;
- Le Code judiciaire zaïrois annoté, éd. Assyst, Kinshasa, 1995;
- Le Code pénal zaïrois annoté, éd. Assyst, Kinshasa, 1995;
- Libellé de la prévention (coauteur), SDE, Kinshasa, 1993;
- L'appel en droit congolais, éd. Batena-Ntambua, Kinshasa, 1998.

**Distinction**

Médaille de mérite culturelle et civique : juin 2002.

**Langues**

Anglais : écrit, parlé (bon)  
Français : écrit, parlé (excellent)  
Lingala : écrit, parlé (excellent)  
Swahili : écrit, parlé (excellent)  
Tshiluba : écrit, parlé (excellent)

## **Agnieszka Klonowiecka-Milart (Pologne)**

### **Expérience de juge au Kosovo (mai 2000 à aujourd'hui)**

Juge international, tribunal de district de Pristina, Kosovo (MINUK).

Deuxième juge international à être désigné par la MINUK lorsque l'ONU est passée de Bosnie au Kosovo; juge international principal au Kosovo.

Juge d'instance : affaires criminelles (et direction des enquêtes) en matière de crimes de guerre, génocide, terrorisme et criminalité organisée (contrebande, extorsion, traite d'êtres humains et trafic de drogue) et autres crimes graves, en tant que juge président ou au sein d'une formation de juges.

Juge à la Cour suprême : examen en appel des affaires pénales susmentionnées, notamment concernant des atteintes aux droits de l'homme ainsi que les irrégularités de procédure et de fonds, des régimes de détention et ordre de mise en détention.

Juge d'instruction : préparation et direction de l'interrogatoire des témoins dans des affaires sensibles de criminalité organisée, de terrorisme et de crimes de guerre, notamment en ce qui concerne la protection de témoins anonymes ainsi que des opérations de surveillance et autres opérations secrètes.

Formation : cours et exposés sur des questions de droit, notamment en ce qui concerne la procédure pénale locale à l'intention du personnel du Département de la justice de la MINUK et d'autres magistrats internationaux.

### **Expérience de juge en Bosnie (octobre 1998-mai 2000)**

Chef de l'équipe chargée de l'examen du judiciaire, examen de tout le système judiciaire de Bosnie-Herzégovine par la MINUBH

Février-mai 2000 Préparation et rédaction de documents ayant trait à la politique et à la méthode, rédaction de règlements d'application et supervision des préparatifs et des premiers stades du processus de sélection des juges de Bosnie-Herzégovine.

Direction d'une équipe de six juristes internationaux, dont quatre juges internationaux, chargés de commencer la sélection des juges de Bosnie-Herzégovine, de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, de la Republika Srpska et du district de Brcko.

Coordonnatrice régionale du Programme d'évaluation du système judiciaire de la MINUBH

Octobre 1998-mars 1999 Responsable du programme d'évaluation du système judiciaire pour la région de Brcko.

Avril 1999-janvier 2001 Responsable du programme pour la région de Doboï.  
Recherche et rédaction de textes de loi pour le district de Brcko, y compris la loi sur les tribunaux, la loi sur la sélection des commissions, la loi sur le Ministère public et les éléments de la procédure pénale. Analyse juridique et commentaires pour le Bureau du Haut Représentant;



évaluation du statut de Brcko et évaluation du système judiciaire de la Republika Srpska et de la Fédération de Bosnie; entretien avec 75 juges, procureurs et avocats de la Republika Srpska et de la Fédération de Bosnie-Herzégovine en vue d'évaluer l'efficacité du système judiciaire et les problèmes rencontrés, y compris pour les juges et procureurs du district de Brcko.

A suivi plus de 20 enquêtes et procès en Republika Srpska et en Fédération de Bosnie-Herzégovine et examiné quelque 200 dossiers pour en vérifier la conformité avec la Convention européenne des droits de l'homme et la législation de la Republika Srpska.

### **Expérience de juge en Pologne**

Juge au tribunal de district de Lublin (Pologne)

Janvier 1994 jusqu'à maintenant      Juge civil et commercial dans l'un des plus grands tribunaux de district du pays, qui compte plus de 120 juges.

1998      Détachée auprès de la Division des appels de la Cour provinciale.

1996      Détachée auprès de la Division de première instance de la Cour provinciale.

Juge adjoint, tribunal de district d'Opole Lubelskie (Pologne)

Octobre 1991-janvier 1994 :      Juge d'instance dans les affaires civiles et pénales

### **Expérience de juge international et en matière de réforme juridique**

Boursière de la Brandeis University (droits de l'homme, intervention et droit international), 2001-2003

Brandeis University, Waltham (Mass.), États-Unis.

Élaboration de méthodes et de modules d'enseignement sur des questions relatives à l'éthique, aux droits de l'homme et à la composition des tribunaux internationaux, qui ont servi au cours d'une série de conférences d'une durée de trois semaines.

Experte au Ministère polonais de la justice

Département de la coopération internationale et du droit européen, 1995-1997; avis autorisés sur la conformité des lois et des propositions de loi polonaises avec les normes internationales, principalement celles de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'Union européenne.

A rédigé la réponse du Ministère de la justice au projet de règles minima des Nations Unies sur l'administration de la justice (Règlement de Majorque), ainsi qu'à l'Avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la Pologne en ce qui concerne l'indépendance judiciaire.

A assuré la liaison entre le Ministère de la justice et la Commission de codification sur des questions d'harmonisation du droit polonais avec les normes européennes.

Exposés à l'intention de juges et de stagiaires sur l'application des normes internationales dans le système juridique interne.

A représenté la Pologne à plusieurs conférences internationales.

### **Enseignement**

Chargée de cours à l'Université Marie Curie-Sklodowska à Lublin (Pologne)

1982-1991                      Chargée de cours de droit et de procédure pénale à la faculté de droit.

Recherche en matière de procédure pénale et de droits de l'homme.

Publications : « La présomption d'innocence dans le droit soviétique », article; « Human rights and Pre-Trial detention », traduction de textes juridiques de l'anglais au polonais.

### **Formation juridique et connaissances en droit européen**

Université Marie Curie-Sklodowska, faculté de droit, Lublin, maîtrise en droit avec mention, 1982.

Formation de troisième cycle, 1982-1984, diplôme de juge, 1984.

Séminaires sur le droit européen, le système judiciaire et la Cour européenne des droits de l'homme.

Séminaires de moins d'un mois en droit international :

« Protection des droits de l'individu en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1995;

« Coopération internationale en vertu de la Convention de Lugano », British Institute of International Comparative Law, Londres, 1997;

« Le rôle du juge dans l'Union européenne », Europa Institute de l'Université d'Édimbourg, septembre 1997;

« Le droit de l'Union européenne », Centre for European Legal Studies, Université de Cambridge, juin 1997, avec une série de cours de suivi en Pologne.

### **Autres activités**

#### **Conférences**

Présidente de la délégation polonaise « European Standards of Protection by Law », Helgoland, 1998.

Conférencière « Women in Law », British Council Conference on Equal Status under the Law, Paris, 1998.

Organisatrice d'une conférence parrainée par le Conseil de l'Europe « Financing Justice », Lublin, 1998.

Organisatrice d'une conférence parrainée par le Conseil de l'Europe « The Role of the Judge in a Democratic Society », Lublin, 1996.

**Associations professionnelles**

Lustitia – association de juges, depuis 1996.

Law Society of Lublin, membre fondateur, depuis 1994.

**Présidente du Comité électoral municipal**, Lublin, 1994-1998.

## **Flavia Lattanzi (Italie)**

Date et lieu de naissance : 4 octobre 1940, Addis-Abeba.

### **Connaissances linguistiques**

Français et russe : parlés et écrits couramment.  
Anglais : correct à l'oral, courant à l'écrit.  
Tchèque et allemand : corrects à l'oral et à l'écrit.  
Espagnol : rudiments.

### **Études**

Diplôme de droit international (*Magna cum laude*) de la faculté de sciences politiques (affaires internationales), Université « La Sapienza », Rome.

### **Activités scientifiques et universitaires**

Professeur assistant de droit international, Universités de Chieti (1970-1973) et Rome (1966 et 1970 et 1973-1985).

Professeur associé de droit international à l'Université de Pise (1985-1990) et à la Libera Università degli Studi Sociali (LUISS-Guido Carli), Rome.

Professeur titulaire de droit international à l'Université de Sassari (1990-1995), à la LUISS, Rome (depuis 1990), à l'Université de Teramo (1995-2000) et à l'Université Roma Tre (depuis 2002).

Membre de la Commission d'enquête internationale sur le droit international humanitaire, Genève (actuellement).

Directrice scientifique et chargée de conférence à l'Arusha School on International Criminal Law and Human Rights (1998).

Directrice scientifique et chargée de conférence à la Gaborone School on International Criminal Jurisdictions, Université du Botswana (1999).

Membre et conseillère juridique de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale (1998) et aux sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (1999-2002).

Présidente de la Commission créée par le Ministère italien de la justice en vue de l'application des règles internationales relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale (2000-2002).

Membre du Conseil d'administration de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo-Genève.

Membre de l'Associazione italiana di diritto internazionale.

Membre de la Société française de droit international.

Rapporteuse lors de nombreuses conférences nationales et internationales, de congrès et de séminaires portant notamment sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit international pénal.

Coordonnatrice de nombreux projets de recherche sur le droit international notamment sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit international pénal.

### **Principales publications**

« Valore assoluto o relativo dei principi di ordine pubblico » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1974, p. 281 et suiv.

« Riconoscimento di sentenze straniere di divorzio e limite dell'ordine pubblico » dans *Giurisprudenza italiana*, 1975, I, 2a, p. 3 et suiv.

« Parlamento e accordi internazionali », dans *Il Parlamento: analisi e prospettive di riforma*. Quaderno No 2 di *Democrazia e diritto*, 1978, p. 221 et suiv.

« Organizzazione dell'Aviazione civile internazionale », dans *Enciclopedia del diritto*, XXXI, Milan, 1981, p. 228 et suiv.

« L'émergence de l'homme et des peuples dans le droit international contemporain », dans *Droits de l'homme et des peuples*, Saint-Marin, 1983, p. 141 et suiv.

*Garanzie dei diritti dell'uomo nel diritto internazionale generale*, Giuffrè, Milan, 1983.

« Autodeterminazione dei popoli », dans *Digesto*, IV edizione, UTET, Turin, 1987.

« Convenzione di Washington sulle controversie relative a investimenti e invalidità delle sentenze arbitrali », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1987, p. 521 et suiv.

« Struttura dei rapporti internazionali e limiti dei procedimenti di garanzia istituiti con la Convenzione europea dei diritti dell'uomo », dans *Le garanzie giurisdizionali dei diritti dell'uomo*, sous la direction de Lorenza Cariassare, Cedam, Padoue, 1988, p. 57 et suiv.

« Sanzioni internazionali », dans *Enciclopedia del diritto*, vol. XLI, p. 536 et suiv., Milan, 1988.

*L'impugnativa per nullità nell'arbitrato commerciale internazionale*. Giuffrè, Milan, 1989.

« Arbitrato commerciale internazionale e impugnativa per nullità », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1991, p. 127 et suiv.

« La scelta della legge applicabile nell'arbitrato commerciale internazionale », *ibid.*, p. 171 et suiv.

« Eccesso di potere e ultrapetizione nel giudizio arbitrale », *ibid.*, p. 596 et suiv.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti: nazionalizzazione di beni stranieri e standard dell'indennizzo », *ibid.* p. 886 et suiv.

« Inesistenza e nullità delle sentenze arbitrali in una pronuncia della Corte internazionale di giustizia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1992, p. 41 et suiv.

« Alcune riflessioni sull'istituzione di un Tribunale penale ad hoc per la ex-Iugoslavia », dans *Diritti dell'uomo, Cronache e Battaglie*, 1993, fasc. 1, p. 32 et suiv.

« La gestione della cooperazione transfrontaliera da parte delle autonomie locali nel quadro dell'ordinamento italiano », dans *Atti del Convegno* sur « La cooperazione transfrontaliera nel Mediterraneo ». Sassari-Alghero 1991, Sassari, 1993, p. 231.

*Intervention à la table ronde*, Rome 23 avril 1993, « Ex-Iugoslavia: i crimini contra l'umanità et il Tribunale internazionale delle Nazioni Unite secondo la ris. 808 del Consiglio di sicurezza », dans *Atti*, S. Bellino (Rovigo), 1993, p. 53 et suiv.

« I claims di persone fisiche con doppia nazionalità dinanzi al Tribunale Iran-Stati Uniti », dans *Rivista dell'Arbitrato*, 1993, p. 513 et suiv.

Intervention au colloque « Soldati di pace per l'ONU: perché un contingente italiano », Rome, 15 avril 1993, dans *Atti Archivio Disarmo*, Rome, 1993.

« Riflessioni sulla competenza di una corte penale internazionale » dans *Rivista di diritto internazionale*, 1993.

« Note in tema di arbitrabilità della controversia nell'arbitrato commerciale internazionale » dans *Rivista dell'arbitrato*, 1993, p. 655.

« La comunità internazionale tra conflitti armati et necessità di pace. Prolozione inaugurale del 432° anno accademico (1993-1994) (*Inaugural Lecture*) dell'Università di Sassari.

« La secessione nel diritto internazionale: autodeterminazione dei popoli e delimitazione di un territorio nazionale nell'esperienza recente », Convegno, *Stato, etnicità e nazionalismo nella transizione fra due ordini mondiali*, Urbino, 6-7 mai 1994.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Ed. Provv., Rome, 1994.

« Il Tribunale Iran-Stati Uniti e il disconoscimento dei diritti della moglie su alcuni beni coniugali », dans *Rivista dell'arbitrato*, 1994, p. 357 et suiv.

« Assistenza umanitaria e consenso del sovrano territoriale », dans *Studi in ricordi* di Antonio Filippo Panzera, vol. I, Bari, 1995, p. 415 et suiv.

« La répression des crimes du droit international: des juridictions internes aux juridictions internationales », dans *Le droit face aux crises humanitaires*, Commission européenne, Luxembourg, 1995, p. 121 et suiv.

« La competenza delle giurisdizioni di Stati "terzi" a ricercare e processare i responsabili dei crimini nell'ex-Iugoslavia e nel Rwanda », in *Rivista di diritto internazionale*, 1995, p. 707 et suiv.

« Dai Tribunali penali internazionali ad hoc a una Corte permanente », Rome, 15-16 décembre 1995, dans *Arri*, sous la direction de Flavia Lattanzi et Elena Sciso, Editoriale Scientifica, Naples, 1996, p. 173 et suiv.

« La primazia del Tribunale penale internazionale per l'ex-Iugoslavia », dans *Rivista di diritto internazionale*, 1996, p. 597 et suiv.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », Giappichelli, Turin, 1997.

« The International Criminal Court. Comments on the Draft Statute » (sous la direction de Flavia Lattanzi), Naples, 1998.

« The Complementary Character of the Jurisdiction of the court with Respect to National Jurisdiction, dans *Comments on the Draft Statute* (sous la direction de Flavia Lattanzi), Naples, 1998, p. 3 et suiv.

« Rapporti fra giurisdizioni penali internazionali e giurisdizioni penali interne », dans *Crimini di guerra e competenza delle giurisdizioni nazionali* (sous la direction de PierLuigi Lamberti Zanardi et Gabriella Venturini), Giuffrè, Milan, 1998.

« L'esecuzione delle sentenze dei tribunali penali internazionali », dans *Cooperazione fra Stati e giustizia penale internazionale*, Editoriale scientifica, Naples, 1999.

« La Conferenza di Roma sulla Corte penale internazionale. Problemi di giurisdizione », *ibid.*

« Compétence de la Cour pénale internationale et consentement des États », dans *Revue générale de droit international public*, 1999.

« The Rome Statute of the International Criminal Court. Collection of Studies, vol. I », (sous la direction de Flavia Lattanzi et William Schabas), L'Aquila, 1999.

« The Rome Statute and State Sovereignty. ICC Competence, Jurisdictional Links, Trigger Mechanism, *ibidem*, p. 51 et suiv.

« Consiglio di sicurezza », dans *Enciclopedia giuridica*, 2000.

« The Rome Statute and Domestic Legal Orders, vol. I », (sous la direction de Claus Kress et Flavia Lattanzi), Baden/Baden-L'Aquila, 2000.

« Il principio di ingerenza umanitaria nei conflitti moderni », Recherche CeMISS, décembre 2000, p. 1 à 128.

« The International Criminal Court and National Jurisdictions », dans *The Rome Statute of the ICC. A Challenge to Impunity*, Ashgate, Aldershot, 2001, p. 179 et suiv.

« The Notion of Crimes against Humanity in the ICTY and ICTR Practice », dans *International and National Prosecution of Crimes Under International Law: Current Developments*, Berlin Verlag Arno Spitz, 2001.

« Assistenza umanitaria e intervento di umanità », éd. revue et augmentée, Giappichelli, Turin, 2001 (à paraître).

« Gli "Elements of Crimes" – Corte penale internazionale – I », dans *Diritto penale e processo*, Anno VII, janvier 2001.

« Gli "Elements of Crimes" – Corte penale internazionale – II », dans *Diritto penale e processo*, Anno VII, mars 2001.

« The Rome Statute of the International Criminal Court. Collection of Studies, vol. II », (sous la direction de Flavia Lattanzi et William Schabas), L'Aquila, 2003.

« The Rome Statute and Domestic Legal Orders, vol. II » (sous la direction de Claus Kress et Flavia Lattanzi), Baden/Baden-L'Aquila, 2003.

**Kenneth Machin**  
**(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

Date de naissance 13 juillet 1936

**Activités professionnelles**

- 1960 Admis au barreau (Middle Temple).
- 1977 Nommé Queen's Counsel (Conseil de la Reine).
- 1977 Nommé Recorder (Juge à la Crown Court).
- 1984 Nommé juge itinérant.
- 1986 Nommé juge permanent à la Central Criminal Court (Old Bailey) : 14 juges permanents y siègent sur les quelque 500 juges que comptent l'Angleterre et le Pays de Galles.
- 1990 Chief, Social Security and Child Support Commissioner (Chef du groupe de juges chargés de traiter les procédures en appel relevant de la législation sur la sécurité sociale et l'aide aux enfants).
- 1990-2001 A poursuivi ses activités de juge à la Central Criminal Court.
- 2001 Juge itinérant confirmé à la Central Criminal Court.
- Depuis 2002 Juge itinérant suppléant à la Central Criminal Court

Expérience de juge, de procureur et d'avocat de la défense, dans des affaires complexes de :

- Meurtre,
- Viol,
- Violence sexuelle sur enfants,
- Trafic international de stupéfiants,
- Malversations graves.

**Affaires traitées**

- En tant que procureur ou avocat de la défense
- 1977 Extradition – Jugement confirmé ultérieurement par la Chambre des Lords.
- 1977-1978 Malversations graves (London and Counties Bank). Affaire jugée à la Central Criminal Court. A donné lieu à des modifications importantes des règles comptables.
- 1983 Malversations graves (Bank of America). Affaire de portée internationale qui a nécessité le témoignage de ressortissants américains.  
 À la Central Criminal Court
- 1989 Procès sur les émeutes de Broadwater farm, graves émeutes qui se sont produites à Londres. A été un des deux juges à avoir traité une soixantaine d'affaires; ces procès ont suscité l'attention soutenue des médias.



- 1987 Importation d'importantes quantités de cocaïne d'Amérique du Sud par des cartels de trafiquants internationaux – Témoignages de ressortissants étrangers, y compris d'agents fédéraux américains.
- 1989-1990 Importation d'importantes quantités de cocaïne d'Afrique par des cartels internationaux; il a fallu remonter la filière avant de pouvoir confisquer des actifs d'une valeur de plusieurs millions de livres sterling.
- 1988 (Bellman – Chambre des Lords) Procédure d'appel sur une question complexe de chefs d'accusation contradictoires. Jugement confirmé.
- 1990 (Francis – Chambre des Lords) Divulgence de documents détenus par un notaire, au titre de la loi sur l'administration de la preuve en matière pénale) (1984). Jugement confirmé.
- Juillet 2001 (Ruark – Meurtre) Dans cette affaire, le meurtre remontait à 20 ans. Pour la juger, on a eu recours à des techniques modernes, notamment à des analyses de l'ADN.

#### **Autres expériences professionnelles**

- À la Central Criminal Court, l'une des principales fonctions du candidat consiste à tenir les audiences préliminaires, afin d'identifier les problèmes et d'examiner les faits litigieux bien avant que ne commence le procès.
- 1992-1999 Judicial Studies Board chargé de la formation et de l'instruction des juges au Royaume-Uni. Président du Comité directeur.
- A animé des séminaires sur les répercussions de la loi sur les droits de l'homme sur les tribunaux; intervient régulièrement sur ce sujet.
- A créé un bulletin traitant de la formation et de l'instruction dans le domaine juridique.
- A fait régulièrement des conférences sur la formation juridique.
- Étude des besoins en formation – A présidé le comité chargé d'examiner les besoins en la matière et de faire des recommandations sur la formation et l'instruction de tous les juges du pays. Rapport approuvé par le Ministre de la justice.
- 1990-2001 Chef du groupe de juges chargés de traiter les procédures en appel relevant de la législation sur la sécurité sociale et l'aide à l'enfance pour l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse. Travail complexe sur les droits aux prestations, concernant souvent des personnes handicapées et vulnérables, dont la plupart ne sont pas représentées. La compétence du juge n'est alors qu'inquisitoire. Il instruit le dossier en appel de façon impartiale, avec l'aide d'une seule des parties.

**Tribunaux internationaux**

- 1995 A assisté à des audiences de la Cour européenne de justice à Luxembourg, qui a prononcé un certain nombre de jugements ayant une incidence sur la législation britannique.
- 1995 A assisté à des procès à la United States Court (Washington), sur d'importantes questions juridiques en matière pénale et en matière de sécurité sociale.
- 2001 A assisté à des audiences de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg pour se familiariser davantage avec les procédures internationales et mesurer leur influence sur la législation britannique depuis la promulgation de la loi sur les droits de l'homme en 1997.
- 2003 A assisté à des audiences au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

## **Joseph Edward Chiondo Masanche (République-Unie de Tanzanie)**

Date de naissance : Le 7 mars 1944

### **Fonctions actuelles**

Juge à la Haute Cour – Instruit, en appel, les dossiers provenant des juridictions inférieures, en matière civile comme pénale. A été nommé à ce poste en juin 1989, et a prêté serment devant S. E. le Président de Tanzanie, Ali Hassan Mwinyi (Président de l'époque). Auparavant, avait été Premier magistrat de la capitale, Dar es-Salaam, pendant 8 ans.

### **Études**

Licence en droit de l'Université de l'Afrique de l'Est. Diplômé en 1970; siège donc depuis 30 ans de façon ininterrompue, 19 ans en tant que magistrat et 13 ans en tant que juge.

### **Formation, conférences, communications**

1984 : A suivi une formation sur la recherche de la paix – Université d'Oslo (Norvège) – 2 mois – (A obtenu la meilleure note).

Participation à la conférence de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), Understanding Crime : Expériences of Crime and Crime Control (Comprendre la criminalité : études de cas et lutte contre la criminalité), Rome, 18/11/1992-20/11/1992. Y a présenté l'expérience de la Tanzanie en la matière.

Participation à une conférence internationale de la Criminological Society of South Africa, Pretoria (Afrique du Sud) – 2/9/1993-3/9/1993; exposé sur le thème de la violence et la corruption en Tanzanie.

1996 : a de nouveau été convié à participer à la conférence internationale à Pretoria, dont le thème était la criminalité et la justice dans les années 90. N'a pu s'y rendre mais a envoyé une communication sur les affaires traitées par la Tanzanie en matière de trafic de drogues, qui a été lue en son nom, 3-5 juillet 1996.

Mars 1997 : a participé au Trinity College de Dublin (République d'Irlande) à un séminaire sur la constitutionnalité, auquel 12 juges tanzaniens ont participé.

Participation à plusieurs séminaires et conférences à l'échelon local destinés aux juges et aux magistrats et organisés par l'Association des magistrats tanzaniens. Les derniers en date ont été une conférence sur la constitutionnalité et le système judiciaire dans une démocratie, 28-29 mars 1995, Arusha (Tanzanie) et un séminaire sur la constitutionnalité, 18-19 juin 1996, Arusha (Tanzanie).

Août 1998 : a participé au 12e Congrès international de criminologie à Séoul (Corée du Sud). A présenté un exposé sur l'expérience de la Tanzanie en matière de délinquance juvénile et de justice à l'égard des jeunes.

A été invité à participer au 10e Colloque international sur la victimologie, août 2000, Montréal (Canada); a présenté un exposé sur le thème des victimes de crimes :

les femmes dans des affaires de meurtre – exemples traités par les tribunaux tanzaniens, dont le résumé a été enregistré sous le No 5044.

**Fonctions exercées dans la magistrature**

Fait partie de la magistrature depuis plus de 30 ans, dont 19 en tant que magistrat et 13 en tant que juge.

- 1970-1972        Magistrat résident – pour Moshi.
- 1973-1974        Magistrat résident – pour Tanga.
- 1974              Magistrat résident – pour Korogwe (a mis en place un nouveau tribunal).
- 1975              Magistrat résident pour Kigoma.
- 1977-1978        Magistrat résident principal pour Bukoba.
- 1978-1979        Magistrat résident principal en charge du tribunal de Kivukoni (Dar es-Salaam).
- 1979-1980        Magistrat résident principal pour Moshi.
- 1980-1981        Officier d'état civil pour la région à la Haute Cour de Tanzanie – Mbeya.
- 1981-1989        Magistrat résident en chef, responsable du tribunal de Kisutu (Dar es-Salaam).
- 1989              Juge à la Haute Cour de Tanzanie.
- 1997-sept. 2001 Juge responsable de la Haute Cour pour la région de Tabora.
- Depuis oct. 2001 Juge responsable pour Mwanza.

## **Patrick Matibini (Zambie)**

**Date de naissance :** 20 juillet 1959

**Fonctions actuelles :** Maître de conférences (classe II)

### **Titres universitaires et autres**

Licence de droit

Maîtrise de droit

Magistrat à la Haute Cour de Zambie

### **Formation**

A participé à la mise en place, en Zambie, de systèmes d'arbitrage et de règlement extrajudiciaire des litiges. À ce titre, a suivi les cours suivants :

Droit commercial, règlement extrajudiciaire des litiges et gestion des dossiers : Cours organisé par l'American Bar Association à Washington (États-Unis), du 30 avril au 27 mai 1998.

Arbitrage international et national : Cours organisé par le Forum for International Commercial Arbitration (FICA), avec l'appui du Centre du commerce international CNUCED/OMC et de l'Agency for International Development des États-Unis, le 14 avril 2000.

Arbitrage commercial international : Séminaire organisé par l'Institute of International Business Law and Practice de la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris (France), du 15 au 19 mars 1999.

Programme de conciliation rattaché aux tribunaux zambiens : Formation organisée à Lusaka (Zambie), du 17 au 21 avril 2000.

Formation des formateurs à la médiation : Atelier tenu à Lusaka, du 11 au 15 mai 2002.

Encadrement des formateurs à la médiation : Atelier organisé à Livingstone (Zambie), du 20 au 31 mai 2002.

### **Expérience professionnelle**

1983-1985      Juriste – Conseil de district de Monze

1985-1992      Conseiller juridique en chef du Conseil municipal de Lusaka

1992-1993      Secrétaire du Conseil de district de Choma

Depuis 1993    Maître de conférences à l'Université de Zambie

### **Contributions dans les domaines suivants : enseignement, recherche, publications, fonction publique**

Enseignement :                      En congé d'études

Recherche :                            Doctorat en cours

Activités périuniversitaires : Chargé de recherche sur la valorisation des ressources humaines

Fonction publique

### **Réforme de la loi sur l'arbitrage**

De septembre 1998 à décembre 2000, participation à la mise en place de programmes de conciliation rattachés aux Hautes Cours de Lusaka et de Ndola. A participé à la campagne pour l'abrogation de la loi exclusive sur l'arbitrage et son remplacement par la loi sur l'arbitrage No 29 (1999), approuvée par le Président le 23 décembre 2000.

### **Centre zambien pour le règlement des litiges (Zambian Centre for Dispute Resolution)**

Après l'adoption de la loi sur l'arbitrage No 29 (1999), a participé à la création du Centre zambien pour le règlement des litiges, une organisation à but non lucratif qui promeut le règlement extrajudiciaire des litiges en Zambie. Actuellement Président du Conseil d'administration.

### **Association zambienne des arbitres (Zambian Association of Arbitrators)**

A participé à la promotion et à la mise en place de l'Association zambienne des arbitres, organisation à caractère associatif des arbitres et des médiateurs zambiens, constituée en société le 17 juin 2000.

### **Élaboration du registre du commerce**

Membre du comité spécial chargé d'élaborer le registre du commerce. Le 24 avril 2000, a participé à l'établissement de la liste des entreprises inscrites au registre et à l'élaboration du Règlement No 29 (1999) y relatif.

### **Promotion et mise en place du règlement extrajudiciaire des litiges en Zambie**

5 novembre 2001 : A dirigé une équipe de juristes (Research Team of the Law Association of Zambia) que l'Association zambienne des juristes a chargée, avec l'appui de l'Agence suédoise de développement international (ASDI) :

D'examiner toutes les normes juridiques existantes afin d'identifier les dispositions qui régissent le règlement des litiges;

De déterminer si ces normes sont conformes à la loi sur l'arbitrage No 19 (2000); et

De recommander, le cas échéant, des amendements destinés à harmoniser les normes juridiques existantes avec la loi No 19 tout en faisant connaître les méthodes de règlement extrajudiciaire des litiges.

### **Formation des arbitres**

En tant que Président du Centre zambien pour le règlement des litiges, a participé aux négociations et à la conclusion d'un accord avec le Chartered Institute of Arbitrators de Londres portant sur l'examen de la candidature de 60 juristes

zambiens en vue de leur admission dans cette institution. L'examen des candidatures s'est déroulé du 16 au 21 septembre 2002.

### **Réforme du droit des médias**

Du 9 avril au 11 juillet 2002 : Dans le cadre de l'Association indépendante des médias zambiens, a participé à l'élaboration des projets de loi ci-après pour présentation à l'Assemblée nationale :

Projet de loi sur la liberté de l'information;

Projet de loi sur un office indépendant de radiodiffusion-télévision; et

Projet de loi sur la radiodiffusion et la télévision.

Les tâches confiées ont été accomplies et les projets doivent être examinés par l'Assemblée nationale.

### **Réforme du processus électoral**

Du 16 mai au 27 août 2002 : Dans le cadre de la Fondation pour la démocratie (Foundation for Democratic Process), a participé à la révision du cadre constitutionnel et juridique de la Zambie s'appliquant aux élections, puis à la formulation de recommandations en vue de la révision du régime électoral et de la réglementation se rapportant aux élections.

### **Journal des tribunaux zambiens (Zambia Law Report)**

Depuis 1998, rédacteur en chef du *Journal des tribunaux zambiens*; établit actuellement l'index pour la période allant de 1963 à 2000.

### **Tribunal de l'aménagement urbain et rural**

En tant que Président du Tribunal de l'aménagement urbain et rural, a participé à sa gestion et à son administration.

### **Chroniqueur dans des revues juridiques**

Depuis janvier 1996, rédige une chronique juridique pour l'hebdomadaire *Sunday Mail* appréciée par de nombreux lecteurs.

### **Publications**

Depuis début janvier 2002, a présenté des études sur les sujets ci-après dans le cadre de plusieurs séminaires, ateliers et conférences :

*Le règlement des litiges* : Communication présentée à l'occasion d'un atelier sur les cadres moyens de la magistrature, tenu au Tuskers Hotel de Kabwe (Zambie), du 22 au 26 janvier 2002.

*La liberté des médias et le droit en Zambie* : Présentation d'un article sur ce thème au Media Institute of Southern Africa (MISA), accueillie par le Zambia Institute of Mass Communication (ZAMCOM), le 7 mars 2002.

*La théorie de l'arbitrage* : Communication présentée à l'occasion d'un séminaire à l'intention des autorités judiciaires (magistrats et greffiers),

organisé au Manchinchi Bay Lodge de Siavonga (Zambie), du 26 au 29 juin 2002.

*Le règlement extrajudiciaire des litiges* : Communication présentée à l'occasion d'un séminaire à l'intention des magistrats et des greffiers, organisé du 26 au 29 juin 2002.

*L'élaboration de la Constitution en Zambie – Position de l'Oasis Forum* : Communication présentée à l'Oasis Forum Constitutional Debate Conference, tenue au Mulungushi International Conference Centre de Lusaka, les 4 et 5 juillet 2002.

*Le cadre constitutionnel et les problèmes juridiques relatifs au système électoral en Zambie* : Communication présentée à une conférence sur la réforme électorale en Zambie, tenue au Mulungushi International Conference Centre de Lusaka, les 25 et 26 juillet 2002.

*La médiation dans les juridictions chargées des relations travailleurs-employeurs – Le point de vue des avocats* : Communication présentée à l'occasion d'un séminaire destiné à familiariser le personnel des juridictions statuant sur les rapports travailleurs-employeurs avec les règles et règlements relatifs à l'arbitrage et à la médiation, tenu au Masiye Motel, du 19 au 24 août 2002.

*Élaboration du droit des médias et protection de la liberté d'expression par les organes législatifs* : Communication présentée à l'occasion d'un séminaire organisé par le Media Institute of Southern Africa (MISA) conjointement avec le Forum parlementaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), au Pamodzi Hotel de Lusaka, le 17 octobre 2002.

*Plaidoyer pour le changement législatif – Le cas de la Zambie* : Communication présentée à un séminaire régional de sensibilisation sur les lois relatives à la diffamation et à l'injure et sur d'autres lois limitant le contenu des messages publiés dans les États membres de la CDAA, qui a eu lieu au Livingstonia Beach Hotel de Lilongwe (Malawi), le 27 octobre 2002.

#### **Participation à des associations**

Administrateur de l'International Jurist Association (IJO)

Membre de l'Association of Teachers and Researchers in Intellectual Property (ATRIP)

Membre du African Development Education Network (ADEN)

Membre du Chartered Institute of Arbitrators (CIA)

Membre de l'Association des juristes zambiens



**Édouard Ngarta Mbaïouroum (Tchad)**

Grade :Magistrat de premier grade 2e échelon.

Date et lieu de naissance : Né vers 1939, à Kaba Canton Bodo.

**Enseignement professionnel**

École nationale d'administration de N'Djamena.

Institut international d'administration publique de Paris.

**Enseignement supérieur**

Faculté de droit du Tchad.

**Diplômes obtenus**

Diplôme de l'E.N.A. de N'Djamena.

Diplôme de l'Institut international d'administration.

Diplôme d'études universitaires général.

Licence en droit.

**Fonctions occupées**

Juge d'instruction à Abeche (1968-1969).

Président du Tribunal chargé du parquet à Abeche (1969-1970).

Président du Tribunal chargé du parquet et de l'instruction à Sarh (1970-1971).

Président du Tribunal chargé du parquet à Moundou (1971-1973).

Vice-Président du Tribunal à N'Djamena (1973-1974).

Président du Tribunal à N'Djamena et chargé de la section de Faya-Largeau (1974-1978).

Juge d'instruction à la Cour de Sûreté de l'État (1976-1978).

Substitut du Procureur général (1978).

Président du Tribunal de Doba (1979-1982).

Procureur général, près la Cour d'appel de N'Djamena (1983-1986).

Conseiller à la Cour d'appel (1991-1995).

Procureur général près la Cour d'appel (12 juin 1995-19 septembre 1997).

Conseiller à la Cour d'appel (1er octobre 1997-1999).

Procureur général près la Cour suprême en 1999.

Procureur général près la Haute Cour de justice.

## **Antoine Kesia-Mbe Mindua (République démocratique du Congo)**

Date de naissance : 31 décembre 1956 à Mushie.

### **Études universitaires**

- 1992-1995      Doctorat en droit international public (Genève, Suisse); titre de la thèse : « Organisations internationales, interventions armées et droits de l'homme ».
- 1990-1992      Diplôme d'études supérieures en droit international public (Genève, Suisse).
- 1989-1990      Diplôme d'études approfondies en droit communautaire (Nancy, France).
- 1989-1990      Diplôme en droit international et en droit comparé des droits de l'homme (Strasbourg, France).
- 1988-1990      Diplôme d'études supérieures en sciences politiques et juridiques européennes (Nancy, France).
- 1976-1982      Graduat et licence (maîtrise) en droit privé et judiciaire (Kinshasa, Congo).

### **Expérience professionnelle**

- 2001 à ce jour    Ambassadeur extraordinaire de plénipotentiaire de la République démocratique du Congo auprès de la Confédération helvétique à Berne, Suisse.  
  
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Suisse.
- 1999 à ce jour    Conférencier invité à l'Université de Genève, Suisse (Programme plurifacultaire ACTION HUMANITAIRE) pour le droit international public et le droit international humanitaire.
- 1997-2001      Fonctionnaire international de l'ONU. Juriste et Chef de l'Unité des procédures judiciaires au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha, Tanzanie.
- 1995-1996      Collaborateur scientifique à la faculté de droit de l'Université de Genève, à Genève, Suisse.
- 1982-1988      Délégué-assistant (Jurisconsulte) du Ministère d'État des droits et libertés du citoyen à Kinshasa.
- 1983-1985      Officier juriste au quartier général de la Garde civile (police) et Conseiller juridique à la présidence de la République à Kinshasa.
- 1982-1988      Professeur de droit civil et de droit commercial à l'Institut supérieur de commerce (enseignement supérieur et universitaire) de Kinshasa-Gombe.

1981-1983      Magistrat militaire stagiaire, substitut de l'auditeur militaire près le Conseil de guerre de garnison de Kinshasa-Gombe et officier analyste et instructeur à la Police pour les libertés et droits fondamentaux.

### **Compétences professionnelles**

#### *Compétences académiques et scientifiques :*

J'ai enseigné à l'Institut supérieur de commerce de Kinshasa-Combe pendant plusieurs années et j'ai été collaborateur scientifique à l'Université de Genève où je preste encore mes services comme professeur-conférencier pour le droit pénal et le droit humanitaire.

Mes domaines de recherche : droit international public, droit pénal international, droit international humanitaire, droits de l'homme, organisations internationales, emploi de la force armée, coopération Europe – tiers-monde, droit de la concurrence, droit de l'environnement, et droits de l'enfant.

#### *Compétences judiciaires, juridiques et administratives :*

J'ai été Magistrat militaire du Conseil de guerre de garnison de Kinshasa-Gombe. J'ai été juriste au Tribunal pénal international pour le Rwanda. Je m'occupais entre autres de l'organisation des procès, des audiences et des pouvoirs en appel. Je maîtrise parfaitement l'organisation et le fonctionnement de la justice internationale.

J'ai été Conseiller juridique auprès du Vice-Premier Ministre et Ministre d'État aux droits et libertés du citoyen à Kinshasa. J'ai étudié le droit administratif et j'ai occupé diverses fonctions administratives et de gestion journalière.

Je suis familier des questions relatives au personnel des Nations Unies et dans mes fonctions temporaires d'administrateur en charge de la section « Court Management » au Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha. J'ai effectué aussi des tâches administratives et de gestion.

#### *Compétences diplomatiques et vie internationale :*

Par mes nombreux stages au sein de l'ONU, j'ai acquis une connaissance parfaite des mécanismes de la diplomatie multilatérale et du système de l'ONU. Naturellement, je maîtrise toutes les questions des droits humains, et je suis familier des conférences internationales.

Comme juriste au Tribunal d'Arusha, j'ai souvent voyagé dans des pays étrangers pour représenter cette haute juridiction internationale. Mes missions consistaient à transmettre aux gouvernements (ministres des affaires étrangères, ministres de la justice, procureurs généraux, chefs suprêmes de police, etc.) des documents judiciaires (mandats d'arrêts, ordonnances de transfert et autres), à négocier avec les États concernés la livraison et le transfert des personnes suspectées ou accusées par le Tribunal et à ramener moi-même les détenus au siège du Tribunal à Arusha, Tanzanie. Je suis familier des questions des accords de siège entre l'ONU et l'État hôte, la Tanzanie. Et la rédaction de la correspondance y relative n'a plus aucun secret pour moi.

En ma qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de mon pays auprès de la Confédération helvétique à Berne, la diplomatie bilatérale est ma tâche

quotidienne. Et mes fonctions comme chef de mission et Représentant permanent auprès de l'Office européen des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève font que je suis également familier de la diplomatie multilatérale qui permet la rencontre et la coopération entre les peuples. Je crois fermement à la richesse de la diversité.

*Qualités rédactionnelles confirmées :*

Mes analyses juridiques et politiques, mes lettres ainsi que mes rapports que je rédige en français aussi bien qu'en anglais sont d'une très grande qualité rédactionnelle. Au Tribunal pénal international pour le Rwanda, j'ai participé à la rédaction des décisions et des jugements. Et comme chef de mission diplomatique, mes qualités rédactionnelles se vérifient quotidiennement tant à Berne que sur la place internationale de Genève.

**Rencontres internationales récentes**

4-5 novembre 2002	Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence ministérielle sur le Processus de certification de Kimberly relatif au diamant de la guerre à Interlaken, Suisse.
23 septembre-1er octobre 2002	Chef de la délégation gouvernementale à la trente-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève, Suisse.
16-20 septembre 2002	Chef de la délégation gouvernementale à la quatrième Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction à Genève, Suisse.
5-7 août 2002	Chef de la délégation gouvernementale à l'Atelier régional du Marché commun de l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à Nairobi, Kenya.
30-31 mai 2002	Chef de la délégation gouvernementale au Séminaire conjoint Agence internationale de la francophonie (AIF), le Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) ainsi que le Secrétariat du Groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) portant sur « Les aspects multilatéraux de l'Accord de partenariat économique de Cotonou » à Bruxelles, Belgique.
28-29 mai 2002	Chef de la délégation gouvernementale au Séminaire sur le Programme de travail de Doha et les priorités pour la francophonie à Paris, France.

- 13-17 mai 2002 Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence internationale sur la politique des migrations en Afrique de l'Est, la corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, organisée par le Programme international sur la politique des migrations (PIM) en collaboration avec UNFPA, UNITAR, OIM et OIT à Nairobi, Kenya.
- 29 avril-2 mai 2002 Chef de la délégation gouvernementale à la dix-neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Bangkok, Thaïlande.
- 18 mars-26 avril 2002 Chef de la délégation gouvernementale à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, Suisse.

#### **Participation aux séminaires, ateliers et colloques**

- 3 mai 2002 Participation au Séminaire inaugural de l'Institut international pour le commerce et le développement sur « L'Agenda économique international et la cohérence de la technologie et du développement » à l'Université de Chulalongkorn à Bangkok, Thaïlande.
- 19-22 octobre 1998 Participation au Colloque organisé par le Département du personnel de l'ONU sur la « Classification des postes » à Arusha, Tanzanie.
- 21-25 septembre 1998 Participation au Colloque organisé par le Département du personnel de l'ONU sur la « Description des postes » au Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, Tanzanie.
- 1er-9 juin 1998 Participation à la cinquième session plénière des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Durant cette plénière, des amendements ont été apportés aux principaux textes juridiques qui régissent le fonctionnement aussi bien que la procédure du Tribunal.
- 20-22 octobre 1997 Participation au Séminaire sur le droit international humanitaire, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge à l'intention des juges et juristes du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha.
- 1er-5 juin 1997 Participation à la quatrième session plénière des juges de première instance et d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha.
- 1995-1996 Stage au Centre pour les droits de l'homme des Nations Unies à Genève. Je suis familier de toutes les procédures onusiennes et internationales des droits de l'homme.

Octobre 1995	Participation au Colloque organisé par l'Université de Genève, à l'occasion du 50e anniversaire de l'ONU sur « Les Nations Unies et le droit international humanitaire » à Genève.
Août, septembre et octobre 1989	Stage dans le cadre des droits de l'homme au Bureau international du travail, au Centre pour les droits de l'homme de l'ONU et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève.
Août 1989	Stage au Comité international de la Croix-Rouge à Genève, dans le cadre du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

#### **Autres formations suivies**

Septembre 1996	Formation avancée en langue anglaise au Centre Anglo World, Oxford, Angleterre.
Février-octobre 1982	Formation militaire de Brevet B Commando au Centre d'entraînement Commando de Kota-Koli, Congo.
Octobre 1975-juillet 1976	Formation ecclésiastique au grand séminaire régional St Robert Bellarmin à Mayidi, Congo : études de philosophie et religion.

#### **Prix et bourses**

Distinction universitaire.

Prix Bellot 1996 à Genève : médaille de la meilleure thèse de doctorat de l'Université de Genève.

Certificat des Amis de Saint-Justin, Genève.

#### *Bourses reçues*

Allocation de la Fondation Ernest et Lucie Schmidheiny, Suisse, en 1995.

Bourse de l'Oeuvre Saint-Justin de Fribourg, Suisse, de 1990 à 1994.

Allocation Hans-Wilsdorf (Montres Rolex) Suisse, en 1992.

#### **Recherche**

##### *Travaux académiques*

*De la peine de mort en droit criminel zaïrois*, mémoire de graduat, Kinshasa, 1979.

*De l'autorité parentale en droit civil et coutumier zaïrois*, mémoire de licence, Kinshasa, 1982.

*La question des droits de l'homme dans les relations entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP)*, mémoire de D.E.A., Nancy, 1990.

*Interventions armées en Iraq, en Somalie et au Libéria*, mémoire de D.E.S., Genève, 1992.

*Organisations internationales, interventions armées et droits de l'homme*, thèse de doctorat, Genève, 1995.

*Publications principales*

« The African Charter of Human Rights and People face to the Pluralist Democracy », *La voie des sans voix. Le Trimestriel des droits de l'homme* : avril-juin 1991, No 1, vol. 1, p. 111 et 112, Paris.

« De la légalité de la "zone de sécurité française" au Rwanda », *Afrique 2000, revue africaine de politique internationale*, Trimestriel, No 18, juillet-août-septembre 1994, p. 19 à 26, Bruxelles.

« L'ONU face aux coups d'État militaires et aux gouvernements non démocratiques », *RADIC*, tome 6, No 2, p. 209 à 234, Londres.

« Intervention armée de la CEDEAO au Libéria, illégalité ou avancée juridique? », *RADIC*, juin 1995, tome 7, No 2, p. 257 à 283, Londres.

« Index analytique », dans *Les Nations Unies et le droit international humanitaire* », édité par Luigi Condorelli, Anne-Marie La Rosa et Sylvie Scherrer, faculté de droit, Genève, 1995.

« Normes péremptoires du droit international et État de droit en Afrique », *RADIC*, tome 10, No 2, 1998, p. 216 à 243, Londres.

*Tribunal pénal international pour le Rwanda, recueil des ordonnances, décisions et arrêts, 1995-1997*, édité par Eric David, Pierre Klein et Anne-Marie La Rosa avec la collaboration de Jean-Pelé Fomété et l'assistance de Catherine Denis et Véronique Parque, sous les auspices du Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, Bruylant, 2000.

**Vie associative**

1981	Représentant (commissaire) de la Jeunesse estudiantine de l'Université de Kinshasa; élu d'un nombre de 9 000 étudiants membres de l'assemblée électorale, Kinshasa.
1990-1993	Président de l'Association Inter-Religions (chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, etc.) de Saint-Justin, Genève.
Depuis 1990	Membre du Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme des peuples (CIRAC), Paris et Genève.
Depuis 1994	Membre de la Société africaine de droit international et comparé (SADIC), Londres.
Depuis 1995	Membre de la Société académique de Genève.
Depuis 1997	Membre et notable de l'Association des Congolais d'Arusha, Tanzanie.

**Connaissances linguistiques**

*Langues*

Français  
Anglais  
Lingala  
Kikongo  
Kinunu  
Kiswahili  
Latin.



## **Tan Sri Dato' Hj. Mohd. Azmi Dato' Hj. Kamaruddin (Malaisie)**

Date de naissance : 3 juin 1933.

### **Expérience de travail**

1953-1954	Fonctionnaire stagiaire de la fonction publique de l'État de Terengganu et responsable adjoint de district, Kuala Terengganu, État de Terengganu (Malaisie).
1954	Études de droit au Lincoln's Inn, à Londres.
Décembre 1957	Attaché au Cabinet du Conseiller juridique de l'État, Kuala Terengganu, État de Terengganu (Malaisie).
Juillet 1958	Employé au Service juridique et judiciaire de Malaisie. Nommé magistrat à Seremban, État de Negeri Sembilan (Malaisie).
Janvier 1960	Magistrat à Ipoh, État de Perak (Malaisie).
Mars 1960	Promu Président de la Cour des sessions et Premier Assistant registraire, Kuantan, État de Pahang (Malaisie).
1961-1963	Président de la Cour des sessions, Alor Setar, État de Kedah (Malaisie).
Septembre 1963	Promu Premier Président de la Cour des sessions, Ipoh, État de Perak (Malaisie).
Août 1965	Promu Procureur public adjoint et Conseiller juridique de l'État, État de Kelantan (Malaisie). À titre de Conseiller juridique de l'État, membre d'office du Parlement et du Conseil exécutif d'État.
Septembre 1966	Conseiller juridique de l'État, État du Selangor (Malaisie). À titre de Conseiller juridique de l'État, membre d'office du Parlement et du Conseil exécutif d'État.
Mars 1970	Promu Premier Greffier du Greffe de la Cour fédérale, cour de dernier ressort de Malaisie, à Kuala Lumpur.
11 novembre 1970	Nommé juge à la Haute Cour de Malaisie, Kuala Lumpur.
1er octobre 1980	Nommé à la Cour fédérale de Malaisie, Kuala Lumpur.
3 juin 1998	Départ à la retraite en tant que juge de la Cour fédérale de Malaisie.
1er mars 1999	Nommé professeur, faculté de droit, University of Malaya, Kuala Lumpur.

### **Études et activités sociales**

1948-1953	Fréquentation du Malay College Kuala Kangsar, État de Perak. Élève chargé de la discipline et, par la suite, chef de classe. Médaille d'or.
1954	Études de droit au Lincoln's Inn à Londres grâce à une bourse du gouvernement de l'État de Terengganu.

1956-1957	Élu Secrétaire général et, par la suite, Président de la Malay Society de Grande-Bretagne, à Londres.
1957	Admis au barreau d'Angleterre, au Lincoln's Inn, à titre de <i>barrister-at-law</i> .
1999	Depuis 1999 : chargé de cours et de travaux pratiques en Pratique professionnelle II (traitant des sujets comme la préparation de la cause du client, la négociation, la médiation et l'arbitrage, les procédures incidentes, la présentation de l'affaire au tribunal jusqu'au jugement, la pratique et la procédure au procès, les circonstances atténuantes, la procédure d'appel, la facturation des frais et honoraires, le décorum de la cour et les procès simulés, entre autres) à la faculté de droit de l'University of Malaya.

### **Décorations**

Pour services rendus, S. A. R. le Sultan de Selangor lui a décerné la décoration « Dato' Paduka Mahkota Selangor » et, par la suite, la décoration royale « Setia Paduka Mahkota Selangor ». En 1981, S. M. le Roi de Malaisie lui a remis la décoration « Panglima Setia Mahkota ». En 1988, S. A. R. le Sultan de Kelantan lui a décerné la décoration « Darjah Kebesaran (Seri Paduka) Jiwa Mahkota Kelantan ».

### **Affiliations et fonctions passées**

Président du Comité d'appels de la Cour Syariah de l'État de Selangor pour une période de trois ans à partir de 1986.

Nommé par la Conférence des sultans, en vertu du paragraphe 1 de l'article 182 de la Constitution de la Fédération de Malaisie, comme juge de la Cour spéciale, à Kuala Lumpur pour une période de trois ans à compter de 1995, ayant le mandat de décider des différends mettant en cause LL. AA. RR. les neuf sultans des treize États de Malaisie.

Président du Malay College Old Boys Association durant 23 ans.

Président de l'association parents-enseignants de la St. John's Institution et de celle de l'école Convent Bukit Nanas (Kuala Lumpur).

Président et membre du Comité exécutif de la Malaysian Association for the Blind.

Membre du Comité juridique de Dewan Bahasa et Pustaka (Malaisie) (organisme national s'intéressant à la langue et à la littérature nationales de Malaisie).

Président du Conseil d'administration de l'hôpital Tun Hussein Onn National Eye Hospital (Kuala Lumpur).

Membre du Comité des règlements établi en vertu de la loi de 1964 sur les cours en matière judiciaire (1975-1998).

### **Affiliations et fonctions actuelles**

Cour internationale d'arbitrage – Inscrit à la liste des arbitres potentiels de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, à Paris.

Arbitre inscrit auprès du Centre régional d'arbitrage de Kuala Lumpur.

Professeur, faculté de droit, University of Malaya, Kuala Lumpur.

Fiduciaire du Malay College Old Boys Association.

Membre à vie de la Malaysian Association for the Blind.

Président de la Masjid Jamek, Kuala Lumpur.

Membre du Conseil royal de l'État de Selangor.

Membre du Comité disciplinaire du Royal Selangor Golf Club, Kuala Lumpur.

Président du Conseil d'administration, Malay College Kuala Kangsar, État de Perak.

Membre du Saujana Golf and Country Club, du Royal Selangor Golf Club et du Sri Morib Golf Club.

### **Participation à des conférences**

Participation à toutes les principales activités du barreau malaisien depuis 1970.

En 1972, représentant de la Malaisie lors d'une visite de travail d'un mois aux États-Unis d'Amérique, en compagnie de 20 autres juges de divers pays du monde.

Participation à des congrès de juges dans différents endroits en Malaisie en 1992, 1994, 1995, 1996, 1997 et 1998.

Participation à la dixième Malaysian Law Conference portant sur « The Role of Lawyers and the Bar Council in Society », du 28 au 30 novembre 1994.

Représentant de la Malaisie à la onzième Conférence du Commonwealth sur le droit à Vancouver (Canada), du 25 au 29 août 1996.

### **Fait juridique marquant**

Auteur du jugement dissident de la Cour fédérale malaisienne dans l'affaire *Arulpragasam c. Public Prosecutor* [1977] 1 *Malayan Law Journal (MLJ)* 1, dans laquelle les juges de la majorité affirmaient que l'article 180 du Code de procédure pénale exigeait l'établissement « de l'existence du bien-fondé de la cause au-delà d'un doute raisonnable » avant que la Cour n'invite l'accusé à présenter sa défense, cela en dépit du fait que de nombreuses autorités avaient jusqu'alors confirmé que cet article exigeait une preuve *prima facie* du bien-fondé de l'affaire. Fait sans précédent, le Parlement a alors modifié l'article 180, ce qui a eu pour effet de renverser la décision de la majorité en adoptant le critère de « bien-fondé *prima facie* » retenu par le jugement minoritaire.

### **Jugements publiés (seules affaires pénales)**

*Shamugan c. Public Prosecutor* [1971] 1 MLJ 283

*Samivellu c. Public Prosecutor* [1972] 1 MLJ 28

*Public Prosecutor c. Kasmin B. Soeb* [1974] 1 MLJ 230

*Tan Tai Hee c. Public Prosecutor* [1974] 1 MLJ 229

*Public Prosecutor c. Mohamad Ramly* [1974] 1 MLJ 95

*Roslan b. Karim c. Public Prosecutor* [1975] 1 MLJ 84

*Public Prosecutor c. Madhavan Nair* [1975] 2 MLJ 270  
*Lau Dak Kee c. Public Prosecutor* [1976] 1 MLJ 229  
*Mohamed Kassim c. Public Prosecutor* [1981] 2 MLJ 91  
*Public Prosecutor c. Lim Chen Len* [1981] 2 MLJ 41  
*Public Prosecutor c. Jafa B Daud* [1981] 1 MLJ 315  
*Public Prosecutor c. Lim Re Song* [1982] 2 MLJ 332  
*Public Prosecutor c. K. M. Basheer Ahmad* [1982] 2 MLJ 78  
*Public Prosecutor c. Khairuddin* [1982] 2 MLJ 331  
*Jumari Mohamed c. Public Prosecutor* [1982] 1 MLJ 282  
*Public Prosecutor c. Liew Sam Seong* [1982] 1 MLJ 223  
*Ng Kok Lian c. Public Prosecutor* [1983] 2 MLJ 379  
*Public Prosecutor c. Yap Siong* [1983] 1 MLJ 415  
*Yap See Teck c. Public Prosecutor* [1983] 1 MLJ 410  
*Public Prosecutor c. Mark Koding* [1983] 1 MLJ 111  
*Siva Segara c. Public Prosecutor* [1984] 2 MLJ 212  
*Lau Kee Hooi c. Public Prosecutor* [1984] 1 MLJ 110  
*Public Prosecutor c. Mohamed Said* [1984] 1 MLJ 50  
*Yau Heng Fang c. Public Prosecutor* [1985] 1 MLJ 335  
*Public Prosecutor c. Raymond Chia Kim Chwee* [1985] 2 MLJ 63  
*Public Prosecutor c. Leng Chow Teng* [1985] 1 MLJ 229  
*Public Prosecutor c. Mohamed Tarmizi* [1985] 1 MLJ 219  
*Au King Chor c. Public Prosecutor* [1985] 1 MLJ 216  
*Kuan Ted Fatt c. Public Prosecutor* [1985] 1 MLJ 211  
*Public Prosecutor c. Oon Lai Hin* [1985] 1 MLJ 66  
*Lim Kheak Teong c. Public Prosecutor* [1985] 1 MLJ 38  
*Public Prosecutor c. Cheah Cheng Eng* [1986] 2 MLJ 39  
*Ramli b. Kechik c. Public Prosecutor* [1986] 1 MLJ 33  
*Ramlan b. Salleh c. Public Prosecutor* [1987] 2 MLJ 709  
*Munusamy c. Public Prosecutor* [1987] 2 MLJ 492  
*Attorney-General & Others c. Arthur Lee Meng Kwang* [1987] 1 MLJ 206  
*Public Prosecutor c. Phon Nam* [1988] 3 MLJ 415  
*Hussin b. Sillit c. Public Prosecutor* [1988] 2 MLJ 232  
*Illian & Anor. c. Public Prosecutor* [1988] 1 MLJ 421  
*Lorensus Tukan c. Public Prosecutor* [1988] 2 MLJ 251

---

*Wai Chan Leong c. Public Prosecutor* [1989] 3 MLJ 356  
*Lee Weng Tuck & Anor. c. Public Prosecutor* [1989] 2 MLJ 143  
*Ng Thian Soong c. Public Prosecutor* [1990] 2 MLJ 148  
*Ooi Sim Yin c. Public Prosecutor* [1990] 1 MLJ 88  
*Mohamad Radhi b. Yaakob c. Public Prosecutor* [1991] 3 MLJ 169  
*Ooi Lean Chai c. Public Prosecutor* [1991] 2 MLJ 552  
*Phon Nam c. Public Prosecutor (No. 2)* [1991] 2 MLJ 556  
*Sun Kam Heng c. Public Prosecutor* [1992] 2 MLJ 826  
*Tan Weng Chiang c. Public Prosecutor* [1992] 2 MLJ 556  
*Din b. Yahaya c. Public Prosecutor* [1992] 1 MLJ 143  
*Teng Boon How c. Public Prosecutor* [1993] 3 MLJ 553  
*Hasibullah b. Mohd. Ghazali c. Public Prosecutor* [1993] 3 MLJ 321  
*Junaidi b. Abdullah c. Public Prosecutor* [1993] 3 MLJ 217  
*Tan Hun Wah c. Public Prosecutor* [1994] 1 MLJ 382  
*Tan Boon Kean c. Public Prosecutor* [1995] 3 MLJ 514  
*Mohd. Yusof b. Said c. Public Prosecutor* [1997] 2 MLJ 645  
*Bahrani b. Ismail c. Public Prosecutor* [1997] 2 MLJ 265  
*Inspector General of Police & Anor c. Gan Bee Huat (and other appeals)*  
[1998] 3 MLJ 86.

## Lee Gacuiga Muthoga (Kenya)

Date de naissance : 1945

### Profession

Avocat depuis 1971, fondateur et associé du Cabinet Muthoga, Gaturu & Company Advocates, spécialisé en droit des affaires, contentieux et arbitrage en droit romain et *common law*, droit de l'environnement, droit immobilier et gestion de biens, trusts et sûretés.

1970	Licence en droit [LL.B (EA)].
1971	Procureur auprès de la High Court of Kenya.
1976-1984	Membre du Conseil de la Law Society of Kenya.
1979-1981	Vice-Président de la Law Society of Kenya.
1979-1983	Président de la Commission de l'aide judiciaire de la Law Society.  Membre de la Commission de l'éducation et de la publicité de la Law Society.
1981-1983	Président de la Law Society of Kenya.
1981-1995	Membre du Conseil de l'enseignement du droit.
Depuis 1986	Modérateur du Conseil de l'enseignement du droit – Examens sur les moyens de preuve et l'interprétation de documents.
1985-1990	Président du Tribunal des recours en matière de fiscalité sur les ventes.
1985-1991	Président de la Commission internationale de juristes (section kényenne).
1986-1996	Commissioner of Assize.
Depuis 1989	Président du Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant.
1990-1996	Président du Tribunal des recours en matière de T.V.A.
1991	Membre du Chartered Institute of Arbitrators.
1993	Certified Public Secretary (K).

### Participation et collaboration à des institutions internationales

Membre du Groupe international d'arbitres du Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Membre de l'Association internationale du barreau, Section du droit des affaires et Section des avocats généralistes.

1981-1986	Président de l'African Bar Association.
1983-1990	Membre du comité consultatif international du Lawyers Committee for International Human Rights.
1979-1985	Directeur de Liberty International. Directeur du Centre international des études ethniques.
1978-1984	Directeur de l'Institut de droit public.
1991-1994	Administrateur de l'Alliance kényenne pour la défense des droits de l'enfant.

#### **Participation à des conférences et séminaires internationaux**

1978	À l'invitation du British Council, visite d'étude au Royaume-Uni sur la prestation de services juridiques.
1980	Participant à la troisième Conférence biennale de l'African Bar Association, à Freetown (Sierra Leone). Participant à la dix-huitième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau à Berlin-Ouest. Participant à la sixième Commonwealth Law Conference, à Lagos (Nigéria).
1981	Participant à la Conférence des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine organisée par l'ONU, à Arusha (Tanzanie).
1981	Organisateur de la quatrième Conférence biennale de l'African Bar Association, à Nairobi (Kenya).
1982	Participant à la dix-neuvième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, à New Delhi (Inde).
1983	Participant à la septième Commonwealth Law Conference, à Hong Kong.
1984	Participant à la vingtième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, à Vienne (Autriche).
1985	Participant à la Conférence régionale africaine de l'Association internationale du barreau, à Lagos (Nigéria). Participant à la cinquième Conférence biennale de l'African Bar Association. Participant au Séminaire sur l'arbitrage international organisé par la Chartered Institute of Arbitrators, à Hong Kong. Participant à la septième Conférence de la Section du droit des affaires, à Singapour.

- Participant à un séminaire sur le règlement des différends internationaux en matière de contrats à l'Institut international de droit du développement, à Rome (Italie).
- 1986 Participant à la vingt et unième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, à New York.
- Participant à la vingt-deuxième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, à Buenos Aires (Argentine).
- Organisateur d'un atelier sur les droits des enfants : Agenda de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain.
- Octobre 1989 Participant à la réunion organisée par le Ministère de la planification et du développement national sur les buts et les stratégies pour les enfants dans les années 90.
- 4-8 décembre 1989 Organisateur de la Conférence nationale du Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant (RAPPANE) sur la promotion de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.
- Décembre 1989 Participant au Séminaire organisé par l'UNICEF et l'Agence panafricaine d'information (API) sur la survie, la protection et le développement de l'enfant.
- Avril-mai 1990 Participant au Séminaire du Kindernothilfe sur la formation de formateurs au sujet de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Août 1990 Réunion régionale consultative sur le Sommet mondial pour les enfants.
- Septembre 1990 Participant à la consultation du Congrès panafricain des Églises sur la crise de la dette africaine et ses conséquences sur les droits de l'homme, à Maseru (Lesotho).
- 1990 Participant à la vingt-troisième Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, à New York.
- 1991 Participant au Forum d'ONG sur le thème « Effective Participation in Local and Global Child Development », à Kaloma (Zimbabwe).
- 1992 Participant à la Conférence internationale de l'OUA sur l'assistance aux enfants africains, à Dakar (Sénégal).
- 1992 Organisateur du séminaire du PCDC (Professional Committee for Democratic Change) sur la gestion du changement démocratique.



Mai 1993	Participant et auteur d'une contribution à un symposium sur le thème « Towards Economic Policies for the Prevention of Serious Human Rights Violations », organisé conjointement par l'Organisation mondiale contre la torture et la Commission internationale de juristes, à Mombasa (Kenya).
Septembre 1993	Participant à la deuxième Conférence africaine sur l'abus et la négligence de l'enfant organisée par le RAPPANE, au Cap (Afrique du Sud).
Septembre-octobre 1993	Chargé par l'UNICEF d'une mission sur la révision de la loi zambienne relative à l'enfant.
Octobre 1993	Participant à un atelier sous-régional sur l'impact des conflits armés sur les enfants et les femmes en Afrique de l'Est organisé par l'UNICEF, à Kampala (Ouganda).
Novembre 1993	Participant au Kenya Institute of Education Course for Early Childhood Trainers. Participant et auteur d'une contribution au cours d'initiation, à Nairobi.
Septembre 1994	Dixième Congrès sur l'abus de l'enfant, à Kuala Lumpur (Malaisie).
4-6 décembre 1994	Participant à la Conférence régionale africaine de l'Association internationale du barreau, à Nairobi.
7-8 décembre 1994	Participant à une conférence sur l'arbitrage en Afrique organisée par le Conseil panafricain de la Cour d'arbitrage international de Londres, à Nairobi.
13-15 décembre 1994	Participant et auteur d'une contribution à un séminaire sur le thème « Corruption, Democracy and Human Rights in East and Central Africa » organisé conjointement par le Forum des responsables africains et Transparency International en Ouganda.
Mai 1995	Participant à une réunion consultative sur le <i>Children's Bill 1995</i> , organisée par Kenya Alliance for the Advancement of Children.
10-15 juillet 1995	Participant à la Pan-Africa Christian Church Conference, à Banjui (Gambie).
Mars 1996	Participant et auteur d'une contribution à une Consultation sur l'enfant africain au Zimbabwe sur le thème « Generation at Risk: Hope for the Future ».
26-28 mars 1996	Atelier sur le thème « Legal Protection from Child Prostitution », à Pretoria (Afrique du Sud).
Avril 1996	Réunion du Comité exécutif de la Campagne pour mettre fin à la prostitution enfantine en Asie, à Tokyo (Japon).

Juin 1996	Secrétariat de la Conférence internationale de la Campagne pour mettre fin à la prostitution enfantine, à Bangkok (Thaïlande).
Août 1996	Congrès mondial sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à Stockholm (Suède).
Octobre 1996	Vingt-sixième Conférence de l'Association internationale du barreau, à Berlin (Allemagne).
Novembre 1996	Auteur d'une contribution à une conférence d'ingénieurs, à Nairobi (Kenya).
Avril 1997	Directeur d'études, Entry course, Chartered Institute of Arbitrators (Kenya Chapter), à Nairobi (Kenya).
Mars 1997	Participant à un séminaire de l'American Bar Association et de l'Association internationale du barreau, à Amsterdam (Pays-Bas), sur le thème « Rethinking the Law Firm ».
Juillet 1997	Participant à la Conférence de l'UNICEF sur les enfants dans des situations de conflit armé en Afrique, à Addis-Abeba (Éthiopie).
Août 1997	Participant et auteur d'une contribution à la Conférence organisée par la Law Society of Kenya pour marquer le centenaire de l'application de la <i>common law</i> au Kenya.
Décembre 1997	Participant à un séminaire régional sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfant au Kenya organisé par la Coalition on Child Rights and Child Protection in Kenya, à Nakuru.
Janvier 1998	Participant à un séminaire sur les droits de l'enfant et la protection de l'enfant au Kenya organisé par la Coalition on Child Rights and Child Protection in Kenya, à Nyeri.
Avril 1998	Participant à la Conférence sur le règlement des conflits organisée par l'East African Law Society.
Novembre 1998	Participant et auteur d'une contribution à la Conférence de l'Association internationale du barreau sur la gestion d'un cabinet d'avocats intitulée « What's New in Law Firm Management: People Financing and Technological Issues Today », à Dublin (Irlande).
16-19 novembre 1998	Participant et auteur d'une contribution à un atelier provincial sur le thème « Child Rights Awareness Raising for Opinion Leaders », à Kisumu (Kenya).
24-25 novembre 1998	Participant à une réunion spéciale du Comité spécial sur les enfants dans des situations de conflit armé, à Nairobi.

19-23 janvier 1999	Participant et auteur d'une contribution à un atelier provincial sur le thème « Child Rights Awareness Raising for Opinion Leaders », à Embu (Kenya).
Février 1999	Participant et auteur d'une contribution à un atelier provincial sur le thème « Child Rights Awareness Raising For Opinion Leaders », à Nairobi.
Avril 1999	Participant à la Conférence régionale africaine de l'Association internationale du barreau, à Accra (Ghana).
14 mai 1999	Participant à un séminaire organisé par l'Institute of Certified Public Secretaries of Kenya sur le thème « Corporate and Good Governance », à Nairobi.
10-11 mai 1999	Participant à un atelier sur la mise en oeuvre des droits conventionnels des femmes et des enfants au Kenya, à Nairobi.
Juin 1999	Participant à un atelier organisé par Cashflow Management Services Ltd sur le thème « In Search of Financial Stability ».
5 août 1999	Participant et auteur d'une contribution au troisième séminaire annuel de l'Institute of Certified Public Secretaries of Kenya, à Mombasa (Kenya).
18 août 1999	Participant à un colloque sur le projet de réforme du système judiciaire kényen, à Nairobi.
18 septembre 1999	Participant à un séminaire organisé conjointement par le Chartered Institute of Arbitrators de Londres et le Chartered Institute of Arbitrators, Kenya Branch, sur les modes alternatifs de règlement des différends, à Nairobi.
17-21 novembre 1999	Participant à la Conférence organisée par la Commission internationale de juristes (section kényenne) sur la croissance et le développement des technologies de l'information.
20-21 mars 2000	Participant et auteur d'une contribution à un atelier organisé pour examiner le projet de loi visant à lutter contre la corruption et les infractions économiques, à Nairobi.
31 mars 2000	Participant à la Conférence sur le thème « An Institutional Framework for an East African Federation », organisée à Nairobi, par le Friedrich Ebert Stiftung et l'East African Law Society.
Avril 2000	Participant à un séminaire sur les dires d'experts organisé par le Chartered Institute of Arbitrators (section kényenne).

Mai 2000	Participant à un atelier organisé par le Cabinet de l'Attorney General et la Complaints Commission sur le thème « Honesty and Excellence in the Provision of Legal Services », à Nairobi.
Juin 2000	Participant à une conférence organisée par l'Association internationale du barreau à Rome, sur le thème « What's new In Law Firm Management: People, Financing and Technology Issues Today ».
Août 2000	Participant à la Conférence biennale de l'East Africa Law Society sur le thème « Peace, Stability and Conflict Resolution » dans la région des Grands Lacs (Ouganda).
17-18 août 2000	Participant au quatrième séminaire annuel de l'Institute of Certified Public Secretaries of Kenya sur le thème « Strategic Thinking in the Era of Globalisation », à Mombasa.
Mars 2001	Organisateur et animateur d'un séminaire de l'Association internationale du barreau sur le droit dans un continent en transition, à Nairobi.
Mai 2001	Participant et auteur d'une contribution à un séminaire sur l'arbitrage commercial international et les modes alternatifs de règlement des différends, organisé à Nairobi par le Chartered Institute of Arbitrators of Kenya.

#### **Mandats professionnels et missions**

Mars-juin 1975	Représentant de la famille de feu Josiah Mwangi Kariuki, M. P., lors des débats du « Select Committee on Disappearance and Murder of the Late member for Nyandarua, North, the Honourable J. M. Kariuki M. P. ».
1983-1984	Principal conseil, « The Judicial Commission of Inquiry into The Conduct of The Honourable Charles Njonjo M. P. ».

#### **Charges publiques**

	Fondateur et Directeur de l'Institut de droit public.
	Président, Thika Municipal Council Valuation Court.
1984-1993	Représentant de la Law Society auprès du Council of the Association of Professional Societies of East Africa.
Depuis 1989	Président du Réseau africain pour la prévention et la protection contre l'abus et la négligence de l'enfant (RAPPANE) (section kényenne). Conseiller juridique du RAPPANE.

1990	Président du Comité du RAPPANE sur la ratification de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain.
1991	Membre du Comité du KANU (Kenya African National Union) chargé de réexaminer le règlement du parti (Comité Saitoti).
1993-1996	Coordonnateur du Comité professionnel pour le changement démocratique.
1993-1996	Membre de l'Équipe spéciale kényenne du Plan d'action chargée de mettre en oeuvre les objectifs du Sommet mondial concernant la survie et le développement de l'enfant.
1993-1998	Membre de l'Équipe spéciale de la réforme du droit chargée de réexaminer la législation relative aux enfants.
1994	Membre de l'Équipe spéciale sur la gestion et le statut de la faculté kényenne de droit.
1994	Membre fondateur, Transparency International (section kényenne).
1995	Président du Comité directeur, National Street Children Network. Administrateur et membre fondateur, Kenya Alliance for Advocacy on Children's rights. Membre de la Federation of African Consultants (section kényenne). Membre/Secrétaire, National Election Monitoring Unit (NEMU). Secrétaire du Conseil des anciens de la NEMU.

**Articles, exposés et autres contributions à des séminaires, ateliers, ouvrages et revues**

Décembre 1988	Exposé sur les droits de l'enfant au Kenya lors du lancement du rapport de l'UNICEF pour 1989.
Mars 1989	Discours liminaire au mini atelier sur le thème « Advocacy and Action for Ratification and Implementation of Children's Rights » organisé par la Child Welfare Society of Kenya.
Juillet-août 1989	Auteur d'une contribution sur les droits de l'enfant au Kenya présentée lors d'un stage sur la gestion de la communication en matière de population.

Septembre 1989	Exposé sur le rôle de l'arbitrage dans l'industrie de la construction présenté à l'institution des ingénieurs kényens.
14 décembre 1989	Exposé sur la Convention relative aux droits de l'enfant présentée au Séminaire organisé par l'UNICEF et l'Agence panafricaine d'information (API) à l'intention des journalistes africains sur la survie, la protection et le développement de l'enfant.
6 mars 1991	Exposé sur la manière dont la dette et la crise économique affectent les enfants à l'Atelier NCKK/ESP sur la dette et les problèmes économiques en Afrique.
Novembre 1991	Exposé sur la Convention relative aux droits de l'enfant présenté à l'Atelier organisé par le NCKK sur l'éducation à la démocratie.
Avril 1992	Discours d'ouverture du Séminaire sur la liberté de la presse dans un État pluripartite organisé par l'African Council for Communication Education and Nation Newspaper.
1992	Article intitulé « The Exercise of Democracy – Its Frontiers and Limitations » publié en exclusivité dans <i>The Daily Nation</i> .  Exposé sur le thème « The Exercise of Democracy: Its Commission of Jurists (Kenya Chapter) in the Protection of Civil Liberties in Kenya » présenté à l'Association des assureurs kényens.
Mai 1993	Exposé sur le thème « Problems Associated With Single Parenthood » au St. Andrews Church Christian Single Parents Group.  Présentation d'un exposé sur les violations commises à l'encontre des enfants.
3 novembre 1993	Présentation d'un exposé à l'occasion d'un stage de formation intitulé « Early Childhood Trainers Induction Course on the Rights of the Child ».
Décembre 1994	Exposé sur les effets de la corruption sur la démocratie.
Mars 1996	Exposé sur le thème « Children Rights and The African Child: Their Attainment Preservation And Protection ».
Novembre 1996	Présentation d'un exposé à une conférence d'ingénieurs, à Nairobi (Kenya).
Août 1997	Présentation d'un exposé intitulé « From Colonial Order To Independance: Transitional Mechanism ».
Novembre 1998	Présentation d'un exposé intitulé : « Problems of Billing in Third World Law Practices ».

Février 1999	Présentation d'un exposé sur les droits de l'enfant et la Constitution kényenne.
Août 1999	Présentation d'un exposé intitulé : « Judicial Discipline: A Code of Conduct ».
Septembre 1999	Conférence sur les frais et intérêts au Chartered Institute of Arbitrators Course on Arbitration Practice, à Nairobi.
Mars 2000	Présentation d'un exposé intitulé : « The Fight Against Corruption – Where to Begin ».
Mai 2001	Présentation d'un exposé sur l'état actuel du droit pour l'arbitrage international au Kenya.

### **Publications**

*Law and Society* (International Commission of Jurists Kenya Section, 1989): *The Role of a Lawyer in a Developing Country*, p. 49 à 52 (English Press Ltd, PO Box 30127, Nairobi).

*Africa: A New Lease on Life* « Towards economic policies for the prevention of serious human rights violations » (OMCT/SOS-Torture for the Kenya Symposium, 1993: *Violations Committed Against Children*), p. 105 à 113.

*Urban Crime: Global Trends and Policies* (United Nations University, 1989), p. 162 à 169 (Hong Kong University Press).

*Law and the Administration of Justice in Kenya* (International Commission of Jurists Kenya Section, 1992), p. 195 à 203 (General Printers Ltd).

*Hearing on Street Children in Kenya* (ANPPCAN 1995). Keynote address, p. 9 à 11 (African Medical Research Foundation – AMREF).

*Écrits non publiés :*

*Kenya in Transition* « The Operation of the Constitution and Government in Independent Kenya ».

## **Laurent Ngaoundi (Tchad)**

Date de naissance 1953

### **Études effectuées**

*Supérieures* Université du Tchad, 1983-1986  
École nationale d'administration et de la magistrature, 1990-1992

### **Diplômes obtenus**

1977 Capacité en droit  
1986 Licence en droit  
1992 Diplôme de magistrat  
2000 Titulaire du Certificat de fin de stage de notaire

### **Fonctions occupées**

1977-1986 Greffier principal (N'Djaména et Moundou)  
1986-1990 Huissier de justice (Moundou et N'Djaména)  
1993-1995 Juge d'instruction (N'Djaména)  
1995-1999 Substitut du Procureur de la République (N'Djaména)  
1999-2000 Juge au siège (N'Djaména)  
Magistrat à la Direction de la législation et des affaires internationales

### **Autres expériences**

1993 Membre de la délégation gouvernementale aux discussions avec les rébellions au sud du Tchad  
1996 Membre de l'Équipe de formateurs au séminaire sur les droits de l'homme, droit des élections libres  
1995 Formateur des participants au séminaire sur les conflits éleveurs-agriculteurs : CEFOD (N'Djaména)  
Janv.-févr. 2002 Intervenant au séminaire de formation microfinance : Banque des États de l'Afrique centrale  
2000 Membre de l'Équipe de formation microprojet, CEFOD  
Oct.-Nov. 2000 Invité par les juridictions pour enfants à Rome (Italie)  
Membre du Comité technique national pour le suivi et le contrôle des projets Pétroles de Doba  
Large participation aux divers séminaires sur les droits de l'homme, démocratie, microfinance et microprojets à N'Djaména



---

2002	Membre de la délégation tchadienne dans la Commission mixte Tchad-RCA
Janv. 2002	Expert dans l'élaboration du Code minier et le régime des explosifs au Tchad
Juin 2002	Expert auprès de la BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale) pour le blanchiment des capitaux
Sept. 2002	Membre de la délégation tchadienne à l'Atelier ABN/BM sur la vision partagée à Abidjan (Côte d'Ivoire)

**Langues**

Français	Très bien
Anglais	Assez bien
Allemand	Médiocre
Arabe local	Assez bien
Sango	Bien

## **Beradingar Ngonyame (Tchad)**

Date et lieu de naissance : Vers 1955 à Maro (Moyen-Chari)

### **Études universitaires**

1974-1979	DEUG et licence en droit privé
1987	Diplôme de l'École nationale de magistrature de Paris, Section internationale

### **Situation administrative**

Magistrat de 2e grade, 5e échelon

Janv.-août 1983	Juge d'instruction à Sarh
Sept. 1983-nov. 1984	Juge d'instruction 1er Cabinet à N'Djaména
Nov. 1984-sept. 1985	Juge au siège
Sep.-déc. 1985	Vice-Présidente du Tribunal de N'Djaména
Janv. 1986-juin 1987	Stagiaire à l'E.N.M. de Paris
Août 1987-déc. 1993	Conseillère à la Cour d'appel
Janv.-août 1994	Directrice de l'enfance et des personnes handicapées
Août 1994-mai 1995	Affectée à la Direction générale
Juin 1995-avril 1999	Conseillère à la Cour d'appel
Avril 1999-avril 2000	3e Substitut du Procureur général
22 juin 2000-	Inspectrice des services judiciaires

### **Divers**

21-26 oct. 1985	Séminaire sur la coordination des activités en faveur des femmes
21-25 mai 1990	Séminaire des magistrats
21-25 nov. 1994	Séminaire sur la Cour suprême
5 févr.-4 mars 1995	Stage au Tribunal pour enfants de Dakar
29 avril-3 mai 1996	Séminaire sous-régional sur le thème : Femme et fonctions élections
7-11 nov. 1997	Séminaire sur l'indépendance du pouvoir judiciaire
11-19 déc. 1997	Séminaire de l'IDLI sur les principes et pratiques du droit des affaires
19-23 avril 1999	Séminaire des magistrats d'Afrique francophone
17-19 juin 1999	Séminaire de perfectionnement des magistrats et avocats
1992-1994	Trésorière générale de l'Association des femmes juristes du Tchad

---

Mai 1991-août 1993	Présidente de l'Association des femmes pour l'entraide et la solidarité
Déc. 1998-	Conseillère de ladite association
Avril 1999-	Trésorière générale de l'Association pour la promotion des valeurs culturelles Ngama (ASPROVAC/NGAMA)

## **Daniel David Ntanda Nsereko (Ouganda)**

**Date de naissance :** 27 novembre 1941

### **Diplômes**

- |           |  |
|-----------|--|
| 1973-1975 | Doctorat en droit (J.S.D.), faculté de droit de l'Université de New York, New York               |
| 1971      | Maîtrise de droit (LL.M), faculté de droit de l'Université de New York                           |
| 1970      | Maîtrise de jurisprudence comparée (M.C.J.), faculté de droit de l'Université Howard, Washington |
| 1968      | Maîtrise de droit (LL.B), University of East Africa, Dar es-Salaam (Tanzanie)                    |

### **Activités professionnelles**

#### *Pratique du droit*

- |             |   |
|-------------|---|
| Depuis 1972 | À l'issue de son stage au cabinet d'avocats Kiwanuka & Co (1968), s'inscrit au tableau de l'ordre des avocats et est admis en qualité d'avocat près la Haute Cour (High Court) de l'Ouganda en 1972. À différentes époques, a travaillé, comme collaborateur à temps partiel du cabinet d'avocats Sendege & Co, et, à temps plein, pour son propre cabinet (1976-1982). A représenté des clients dans des affaires civiles et dans des affaires pénales devant les tribunaux du degré inférieur et du degré supérieur en Ouganda. Certaines des affaires dans lesquelles il a plaidé ont fait jurisprudence. A également travaillé comme juriconsulte dans des domaines comme le droit des affaires, la rédaction d'actes translatifs, l'enregistrement de marques et l'arbitrage. Actuellement, collabore, en qualité de consultant, avec le cabinet Sendege, Senyondo & Co. |
|-------------|---|

#### *Observateur à des procès*

- |      |  |
|------|--|
| 1996 | Observateur pour le compte d'Amnesty International au procès de 50 anciens responsables du Gouvernement éthiopien accusés de génocide et de crimes contre l'humanité. A rédigé un rapport confidentiel détaillé sur le procès à la lumière des normes internationales en matière de droits de l'homme. |
| 1990 | Observateur pour le compte d'Amnesty International au procès d'une dizaine de personnes poursuivies pour des infractions à caractère politique, rédige un rapport confidentiel détaillé à la lumière des normes internationales en matière de droits de l'homme.                                       |

*Missions spéciales*

- 1998 A dirigé la délégation d'Amnesty International envoyée au Lesotho pour enquêter sur des allégations de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises dans la foulée de l'intervention de l'Afrique du Sud et du Botswana dans ce pays.
- 1991 A été un des deux membres d'une mission d'Amnesty International au Swaziland placée sous le signe des droits de l'homme. A été reçu en audience par le Premier Ministre, le Ministre de la justice et d'autres hauts responsables politiques et a rencontré des responsables de la société civile. A rédigé le rapport de la mission dont Amnesty a estimé qu'il était « excellent, clair et intéressant ».

*Expert/consultant/délégué*

- 2002 Membre de la délégation ougandaise à la première session de l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale, tenue à New York du 3 au 11 septembre 2002.
- 2002 Participe en tant qu'expert à la neuvième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, tenue à New York du 8 au 19 avril 2002, dans le cadre de l'Alliance des ONG pour la Cour pénale internationale et en tant que coprésident de l'équipe de l'Alliance sur le crime d'agression.
- 2001 Participe en tant qu'expert à la huitième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, tenue à New York du 24 septembre au 5 octobre 2001, dans le cadre de l'Alliance des ONG pour la Cour pénale internationale et en tant que coprésident de l'équipe de l'Alliance sur le crime d'agression.
- 2000 Participe en tant qu'expert aux cinquième, sixième et septième sessions (juin/juillet et décembre 2000) de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, dans le cadre de l'Alliance des ONG pour la Cour pénale internationale.
- 1999 Expert consultant auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Rédige pour le compte de celui-ci un avis juridique sur les questions de droit complexes soulevées dans une affaire dont le Tribunal était saisi.
- 1998 Participe en tant qu'expert à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, à l'invitation de l'Alliance des ONG pour la création d'une cour pénale internationale, tenue à Rome du 15 juin au 17 juillet 1998.
- 1997 Participe en tant qu'expert aux réunions tenues à New York par le Comité préparatoire des Nations Unies pour la création d'une cour pénale internationale, en qualité de membre de l'Alliance des ONG pour la création d'une cour pénale internationale.
- 1995 Participe à une réunion d'un groupe d'experts sur le thème « Victimes de crimes et d'abus de pouvoir commis dans un cadre

international » organisée à Vienne par le Service de la prévention du crime et de la justice pénale. Le Groupe d'experts a établi un plan d'action détaillé pour la prévention de la victimisation, la protection des victimes de crimes et d'abus de pouvoir et la protection à leur apporter, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les victimes de crimes.

- 1995 Membre du Comité d'experts chargé d'examiner et de proposer des amendements au projet de statut de la Cour pénale internationale, comité créé par l'Association pénale internationale de droit pénal et l'Institut Max Planck de droit pénal international.
- 1985 Expert consultant de l'ONU sur un projet portant sur l'élaboration de plans de réforme du système de justice pénale de la Namibie (Rome).
- 1985 Expert consultant aux Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenus à Caracas (1980) et Milan (1985), ainsi qu'aux réunions préparatoires régionales et interrégionales tenues à Lusaka (1975), Addis-Abeba (1978) et La Haye (1980).
- 1984 Expert consultant du Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires. Participe activement à l'élaboration de la Déclaration des Nations Unies concernant les droits des victimes de crimes.
- 1983 Spécialiste des questions sociales du Centre des Nations Unies pour le développement et les affaires humanitaires (New York).

*Spécialiste/conférencier invité*

- 2002 Présente une contribution sur « La définition du crime d'agression : un défi à relever pour l'Assemblée des États Parties » à la conférence internationale intitulée « La Cour pénale internationale : quelques questions et réponses formulées par la région arabe », tenue au Caire, du 9 au 11 mai 2002.
- 2002 Conférencier invité par la faculté de droit (Universita degli Studi di Teramo, Italie), du 25 février au 1er mars 2002. Fait des cours sur la condition de l'individu aux yeux du droit international, l'emploi de la force dans le cadre de la Charte des Nations Unies et les crimes de génocide et d'agression.
- 2001 Conférencier invité par la faculté de droit de l'Université de Cape Town (Afrique du Sud) en août 2001. Fait des cours sur les crimes d'agression et de génocide.
- 2000 Participe en tant que spécialiste à l'atelier « Workshop for Women of Africa on Gender Justice and the International Criminal Court » organisé par le Women's Caucus for Gender Justice, en collaboration avec la Law, Race and Gender Research Unit de l'Université de Cape Town, organisé à Cape Town du 24 au 26 août 2000.

- 2000 Conférencier invité par la faculté de droit pénal international de l'Université de Salzbourg (Autriche) en août 2000. Fait des cours sur les crimes d'agression et de génocide, ainsi que sur le Tribunal pénal international pour le Rwanda.
- 1999 Directeur scientifique de l'Institut de Gaborone (Botswana) pour les juridictions pénales internationales (octobre 1999).
- 1999 Conférencier invité à la faculté de droit international de l'Université de Salzbourg. Fait des cours sur le crime de génocide.
- 1999 Participe en tant que spécialiste à un stage de l'Organisation de coopération des commissaires de police de la région de l'Afrique australe (SARPCCO) organisé à Gaborone (Botswana) par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

#### **Affiliations à des associations**

- Depuis 1972 Uganda Law Society
- 1975-1980 Law Council (Comité exécutif) de la Uganda Law Society
- Depuis 1988 Membre du Conseil d'administration de la Société internationale pour la réforme du droit pénal
- Depuis 1990 Membre du Conseil de rédaction du « Criminal Law Forum: an International Journal »
- 1986-1990 Membre du Conseil de rédaction de la publication *Violence, Aggression and Terrorism*
- Depuis 1985 Membre du Conseil de rédaction de la publication *Church and State*
- 1975-1980 Membre du Comité exécutif de la Société ougandaise de la Croix-Rouge

#### **Activités universitaires**

##### *Enseignement*

- 1984-2002 Professeur ordinaire de droit (après avoir été chargé de cours principal) à l'Université du Botswana. Enseigne le droit international public, la procédure pénale, le droit de la preuve, le droit constitutionnel, les droits de l'homme, le droit administratif et l'éthique juridique.
- 1993-1994 Professeur de droit titulaire de la chaire Walter S. Owen à l'Université de la Colombie britannique à Vancouver (Canada). Enseigne le droit international des droits de l'homme.
- 1971-1978 Chargé de cours principal à la faculté de droit après avoir été maître de conférences, à l'Université Makerere (Ouganda). Enseigne le droit international public, la procédure pénale, la procédure civile, le droit de la preuve, le droit de la famille et le droit des entreprises.

*Direction*

1985-1993 Doyen de la faculté de droit de l'Université du Botswana. Assume les responsabilités suivantes : coordination des cours et programmes, élaboration de propositions en vue de l'amélioration des programmes, promotion de la recherche, mise en oeuvre de la politique de l'Université, élaboration du budget de la faculté, recrutement du corps professoral, orientation en matière de gestion du corps professoral, bien-être des étudiants, etc. Siège également dans de nombreuses commissions universitaires, dont il préside certaines, y compris les commissions disciplinaires, en particulier celles qui sont saisies de plaintes pour harcèlement sexuel.

*Examineur extérieur*

En cette qualité, veille au respect des normes universitaires lors des nominations du corps professoral, approuve le programme des épreuves, contrôle les épreuves et examine celles-ci ainsi que les dissertations.

1998-2002 Université de Dar es-Salaam (Tanzanie)  
1993 Université du Swaziland, Kwaluseni  
1992-1993 Université nationale du Lesotho (Roma, Lesotho)  
1991-1993 Université de Zambie, Lusaka  
1987-1990 Université de Nairobi (Kenya)

*Évaluateur extérieur*

2000 Évaluateur extérieur de l'Université de Dar es-Salaam. Établit par écrit des évaluations détaillées des publications des candidats à des postes de professeur titulaire.  
1994 Université de Lagos. Établit une évaluation détaillée des publications des candidats à une promotion à un poste de chargé de cours.

*Conseiller de publications*

2001 Conseille en cette qualité la rédaction du *Melbourne Journal of International Law*.

**Publications***Livres*

*Constitutional Law in Botswana*, in the International Encyclopaedia of Laws, Kluwer International Publishers, Deventer, Pays-Bas, 2002. Republié par Pula Press, Gaborone, Botswana, 2002 [323 pages]

*Criminal Procedure in Botswana: Cases and Materials* (3rd ed.), Pula Press, Gaborone, 2002 [506 pages]



*Criminal Law and Procedure in Uganda*, in the International Encyclopaedia of Laws, Prof. Dr L. Dupont and Prof. Dr C. Fijnaut of Leuven University (eds.), Kluwer Law International Publishers, Deventer, Pays-Bas, 1996 [329 pages]

*Eddembe Lyaffe* (ouvrage en luganda, dont le titre signifie « Nos droits », qui traite de plusieurs aspects des droits de l'homme et dont les quatre appendices présentent la traduction des principaux instruments des Nations Unies en matière de droits de l'homme) Nabinene Emporium Ltd., P.O. Box 3675 Kampala, Ouganda, 1995. Publié avec l'aide de l'agence danoise pour le développement international (DANIDA) [201 pages]

*English – Luganda Law Dictionary*, University of Botswana. 1993. (Cité dans *The African Book Publishing Record*, West Sussex, England, 1994) [149 pages]

*Antigone: a Greek Play by Sophocles* (traduction en luganda), Marianum Press, Kampala, Ouganda, 1989. [63 pages]

#### Textes ronéotypés

*The International Protection of Refugees* (thèse de doctorat soutenue devant la faculté de droit de la New York University, 1975.) [379 pages]

*Police Powers and the Rights of the Individual in Uganda*, Makerere University – Kampala, Ouganda, 1973 [134 pages]

#### Chapitres de livres

« Preliminary Matters: the Indictment », in Andre Klip and Goran Sluiter (eds), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, vol. IV, Intersentia, Anvers, Belgique, 2002, p. 58 à 68.

« Social Change and Organized Crime in Southern Africa », in Apollo Rwomire (ed.), *Social Problems in Africa*, Praeger Publishers, Westport, CT, 2001, p. 209 à 228.

« The African Great Lakes Region and the International Criminal Tribunal for Rwanda », in ELSA (eds.), *International Law as we Enter the 21st Century*, Berlin Verlag Arno Spitz GmbH, 2001, p. 73 à 85.

« The Implementation of the ICC Statute within the Southern African Community (SADC) », in Claus Kress and Flavia Lattanzi (eds.), *The Rome Statute and Domestic legal Orders, Volume I: General Aspects and Constitutional Issues*, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, Allemagne, 2000, p. 169 à 182.

« Preliminary Rulings Regarding Admissibility », in Otto Triffterer (ed.), *Commentary on the Rome Statute of the International Criminal Court*, Nomos Verlagsgesellschaft Baden-Baden, Allemagne, 1999, p. 395 à 404.

« Genocide: A Crime Against Mankind », in Gabrielle Kirk McDonald and Olivia Swak-Goldman (eds.), *The Law and Enforcement of International Offences – The Experience of International and National Courts*, Kluwer Law International, La Haye, Pays-Bas, 1999, p. 113 à 140.

« Controlling Executive Power in Southern Africa: the Role of the Courts and Administrative Tribunals », in Hugh Corder and Tiyanjana Maluwa (eds.),

*Administrative Justice in Southern Africa*, Université du Cap, Le Cap (Afrique du Sud), 1997, p. 95 à 116.

« Reparations in the Criminal Law: the Case of Uganda », in Albin Eser and Susanne Walther *Wiedergutmachung im Strafrecht: Internationale Perspektiven* (édition iuserim, Max-Planck Institute for Foreign and International Criminal Law, Fribourg, Allemagne 1997, p. 319 à 354.

« Issues of Implementation and Co-ordination », with Roger Clark, in Yael Danieli, Nigel Rodley and Lars Weisaeth (eds.), *International Responses to Traumatic Stress*, Baywood publishing Company, Amityville, N.Y., 1995, p. 425 à 437.

« Victims of Crime and their Rights », in T.M. Mushanga (ed.) *Criminology in Africa*, Institut interrégional des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Rome, 1992, p. 21 à 42.

« The Rights of Children in Botswana », in *The Rights of the Child*, Initiative Ltd., Nairobi, 1989, p. 25 à 31.

« Human Rights: A Legal Perspective », in D. Rubadiri (ed.), *Human Rights and You*, D. Rubadiri (ed.), Macmillan Botswana Ltd., 1989, p. 11 à 16.

« Arbitrary Deprivation of Life: Controls on Permissible Deprivations », in B. G. Ramcharan (ed.), *The Right to Life in International Law*, Martinus Nijhoff Publishers, Pays-Bas, 1985, p. 245 à 283.

#### *Recension de livres*

D. Dyzenhaus, *Hard Cases in Wicked Legal Systems: South African Law in the Perspective of Legal Philosophy* (Oxford), Clarendon Press, 1991, *Canadian Journal of African Studies*, 150-3 (1994).

#### *Articles*

« Bringing Aggressors to Justice: Aggression Under the Rome Statute of the International Criminal Court » 71 *Nordic Journal of International Law* (Issue No. 3, 2002).

« The Ethical Obligations of Counsel in Criminal Proceedings: Representing an Unwilling Client », 12 *Criminal Law Forum: An International Journal*, p. 487 à 507 (2001).

« Genocidal Conflict and the International Criminal Tribunal for Rwanda », *Netherlands International Law Review*, p. 31 à 65 (2001).

« Minimum Sentences and their Effect on Judicial Discretion », 31 *Crime, Law and Social Change: An International Journal*, p. 363 à 384 (1999).

« Crime Prevention in Southern Africa: A Legal perspective », 32 *The Comparative and International Law Journal of Southern Africa*, 247 à 265 (1999).

« The International Criminal Court: Jurisdictional and Related Issues », 10 *Criminal Law Forum: an International Journal*, p. 87 à 120 (1999).

« Police Informers and Agents Provocateurs: Accomplices or Handmaidens of the Law? Perspectives from the Courts of Eastern and Southern Africa », 9 *Criminal Law Forum: an International Journal*, p. 151 à 169 (1998/99).

- « Indigenous Justice Systems: An Eastern African Perspective », 24 *Indian Socio-Legal Journal*, p. 23 à 30 (1998).
- « When Crime Crosses Borders: A Southern African Perspective », 41 *Journal of African Law*, p. 192 à 200 (1997) (Université de Londres).
- « Witchcraft as a Criminal Defence, From Uganda to Canada and Back », *Manitoba Law Journal*, p. 38 à 59 (1996) (Université du Manitoba).
- « Rules of Procedure and Evidence of the International Tribunal for the former Yugoslavia » 5 *Criminal Law Forum: an International Journal*, p. 507 à 555 (1994). Republié sous forme de chapitre dans Roger Clark and Madeleine Sann (eds.), *The Prosecution of International Crimes* (Transaction Publishers, Rutgers – The State University of New Jersey, New Brunswick, N.J., 1996), p. 293 à 341.
- « Victims of Abuse of Power, with Special Reference to Africa » 28 *University of British Columbia Law Review*, 171 à 192 (1994). Republié in 60 *The Review of the International Commission of Jurists*, 199 à 219 (1998).
- « The Poisoned Tree: Responses to Involuntary Confessions in Criminal Proceedings in Botswana, Zambia, and Uganda » 5 *African Journal of International & Comparative Law*, p. 609 à 633 (1993). London. Reprinted as a chapter in M. Cherif Bassiouni and Ziyad Motala (eds.), *The Protection of Human Rights in African Criminal Proceedings* (Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht, Pays-Bas, 1995), p. 83 à 102.
- « The Police, Human Rights, and the Constitution: An African Perspective », 15 *Human Rights Quarterly*, p. 465 à 484 (1993) (Johns Hopkins University Press). This article was abstracted in the 1994 *International Political Science Abstracts* (Paris, France).
- « Religious Liberty and the Law in Botswana Today », 34 *Journal of Church and State*, p. 843 à 862 (1992) (Baylor University).
- « La religion et la loi au Botswana aujourd'hui » 43 *Conscience et Liberté*, p. 89 à 93 (1992) (Berne, Suisse).
- « Extenuating Circumstances in Capital Offences in Botswana », 2 *Criminal Law Forum: an International Journal*, p. 235 à 268 (1991).
- « Compensating the Victims of Crime in Botswana », 33 *Journal of African Law*, p. 157 à 171 (1989) (Université de Londres).
- « The Right to Legal Representation in Botswana » (1988) *Israel Yearbook on Human Rights*, p. 211 à 227 (Université de Tel-Aviv).
- « Religion, the Law and the State in Africa » 28 *Journal of Church and State*, p. 268 à 287 (1986) (Baylor University).
- « The Right to Return Home in International Law », 21 *Indian Journal of International Law*, p. 335 à 351 (1981).
- « The Nature and Function of Marriage Gifts in Customary African Marriages », 23 *American Journal of Comparative Law*, p. 682 à 704 (1975) (Université de Californie).
- « The Consul as a Defendant: His Amenability to the Jurisdiction of the Receiving State », 15 *Indian Journal of International Law*, p. 333 à 350 (1975).

« The International Court, Impartiality and Judges Ad Hoc », 13 *Indian Journal of International Law*, p. 207 à 230 (1973). [Cet article a été publié in J. C. Merrills, *A Current Bibliography of International Law* (Butterworths, Londres, 1978), p. 188.

« The Tanzania Nationalisation Laws », 3 *Eastern African Law Review*, p. 1 à 23 (1970) (Université de Dar es-Salaam).

#### *Autres contributions*

« Treatment of Prisoners and the International Law of Human Rights », paper presented at the Seminar for Heads of Penitentiary Institutions of African Countries, Harare, Zimbabwe, 23 février-5 mars 1988.

« The Death Penalty in Botswana », a paper presented at the « Reform of the Criminal Law » Conference, Inns of Court, London, 26-29 juillet 1987. (Cité par Roger Hood in *The Death Penalty* (Oxford University Press, Oxford, 1989).

« The Prisoner and Human Rights », in Frimpong, K. (ed.), *The Law, The Convict and The Prisons* (Mimeograph), Université du Botswana, Gaborone, 1987, p. 210 à 224.

« Capital Punishment in Botswana » with M. J. A. Glickman in United Nations, *Crime and Criminal Justice Newsletter*, 12 et 13 (novembre 1986), p. 51.

« A Magna Carta for Victims of Crime », in *Departmental Seminar Papers*, vol. I (1985/86).

« Christianity and Human Rights », communication présentée lors d'un séminaire agencé par le Département de théologie et d'études religieuses (Université du Botswana, 1985).

« Group Victims of Crime and other Illegal Acts Linked to the Abuse of Public Power with Special Reference to Africa », communication rédigée pour le Service de la prévention du crime et la justice pénale du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires, New York, 1983. Citée dans le document de travail établi par le Secrétariat de l'ONU pour le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan, Italie (A/CONF.121/6, 1er août 1985).

« The Church in an Emerging Legal System: The Case of Uganda », communication présentée à la Conférence internationale des juristes chrétiens, Genève, Suisse, 1981.

« Torture: A Crime Against Human Dignity », article publié in *The Exposure* magazine (Kampala, Ouganda, 1980).

#### *Publications à paraître*

« Defining the Crime of Aggression: An Important Agenda Item for the Assembly of States Parties to the Rome Statute of the International Criminal Court ». Cet article sera publié dans une livraison spéciale d'*Acta Juridica Journal* – Université du Cap.

« Preliminary Matters: Jurisdiction », in Andre Klip and Goran Sluiter (eds), *Annotated Cases of International Criminal Tribunals*, vol. VI (Intersentia, Anvers, Belgique, 2003).

« The Abuse of Process Doctrine and Human Rights in the Administration of Criminal Justice in Southern Africa ».

With Zein Kebonang, « The SADC Draft Treaty on Corruption: The Region's Response to an ever-escalating Scourge ».

With Dr Kholisani Solo, *Legal Ethics in Botswana: Cases and Materials*.

With Prof. Mpho G. Molomo, « Land in International Relations: the *Sedudu-Case (Botswana v. Namibia)* ».

### **Distinctions**

- |      |  |
|------|--|
| 1996 | Médaille de l'International Society for the Reform of Criminal Law, décernée à Vancouver pour sa contribution aux droits fondamentaux internationaux et à la réforme du droit pénal. |
| 1995 | Universitaire invité à l'Institut Max-Planck de droit pénal international à Fribourg (Allemagne).  |
| 1982 | Titulaire d'une bourse de recherche en matière de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye.   |

## Seon Ki Park (République de Corée)

Date de naissance : 14 mars 1954

### Études

- |                        |   |
|------------------------|---|
| Août 1984-mai 1986     | Faculté de droit de l'Université George Washington<br>Université George Washington, Washington<br>Maîtrise en droit comparatif (pratique américaine),<br>1986 |
| Mars 1977-février 1979 | Institut d'études supérieures de droit<br>Université nationale Kyungpook, Taegu (République<br>de Corée)<br>Spécialisation en droit civil, 1979               |
| Mars 1974-février 1977 | Faculté de droit<br>Université nationale Kyungpook<br>Licence, 1977   |

### Expérience professionnelle

#### *Militaire*

- |                          |   |
|--------------------------|---|
| Avril 1998-décembre 1999 | Conseiller juridique général, Bureau du général,<br>Ministère de la défense nationale |
|--------------------------|---|

Officier commandant de tous les juges militaires, procureurs militaires et autres officiers de justice militaire de l'armée de terre, de la force aérienne et de la marine de la République de Corée; administrateur principal du Bureau du Procureur militaire et des affaires judiciaires militaires de la République de Corée; Président du Comité d'indemnisation du Gouvernement, du Comité chargé d'examiner les plaintes du personnel, du Comité des plaintes administratives et d'une équipe conjointe d'enquête sur la corruption en matière de conscription; représentant juridique principal du Gouvernement pour les plaintes et les affaires concernant les forces armées; conseiller juridique du Ministre de la défense nationale pour les questions relatives au droit militaire et de la défense nationale ainsi que pour la conclusion des principaux accords bilatéraux et multilatéraux relatifs à la coopération militaire et aux achats nationaux. Promu au grade de général de division en avril 1999.

- |                       |   |
|-----------------------|---|
| Avril 1996-avril 1998 | Officier général de justice militaire de l'armée de<br>terre de la République de Corée, quartier général de<br>l'armée de terre de la République de Corée |
|-----------------------|---|

Officier commandant de tous les juges militaires, procureurs militaires et autres officiers de justice militaire de l'armée de terre de la République de Corée; administrateur principal des Bureaux des tribunaux militaires et du Procureur de l'armée de terre de la République de Corée; conseiller juridique du chef d'état-major de l'armée de terre pour tous les aspects des affaires juridiques, y compris les plaintes contre l'armée, les achats et la législation sur les opérations. Promu au grade de général de brigade en juillet 1996.

Novembre 1993-octobre 1995 Officier de justice militaire d'état-major, troisième armée de la République de Corée

Membre de l'état-major personnel du Commandant de la troisième armée de la République de Corée; conseiller du Commandant en droit militaire et en droit civil pour des questions diverses, y compris la législation sur les opérations, les relations entre militaires et civils, et les poursuites judiciaires militaires.

Juillet 1991-novembre 1993 Chef de la Division des affaires juridiques, Bureau du Conseiller juridique général, Ministère de la défense nationale

Chargé d'examiner le corpus de droit militaire et de proposer des révisions majeures; et de répondre aux questions concernant le droit militaire émanant de l'Assemblée nationale et du public; administrateur principal chargé de la formation et du recrutement de tous les officiers de justice militaire des trois armes. Promu au grade de colonel en décembre 1991.

Janvier 1989-mars 1990 Chef de la Section de l'appui juridique, Bureau de l'Officier général de justice militaire, quartier général de l'armée de terre de la République de Corée

Chargé d'examiner et d'appliquer des révisions majeures de la législation militaire; de répondre aux demandes d'informations concernant l'analyse et l'interprétation du droit militaire; d'examiner les principaux accords nationaux et internationaux auxquels l'armée de terre de la République de Corée est partie; de donner des avis juridiques à toutes les unités de campagne, à d'autres unités de l'armée de terre, et à tous les militaires et employés civils de l'armée de terre de la République de Corée.

Mars 1990-juillet 1991 Officier de justice militaire d'état-major, Commandement des forces de défense de la capitale de l'armée de terre de la République de Corée

Membre de l'état-major personnel du Commandant du Commandement des forces de défense de la capitale de l'armée de terre de la République de Corée; conseiller du Commandant sur différentes questions de droit militaire et de droit civil, y compris la législation sur les opérations, les relations entre militaires et civils, et les poursuites judiciaires militaires.

Août 1986-février 1988 Officier de justice militaire d'état-major, Commandement des forces interalliées des États-Unis et de la République de Corée

Membre de l'état-major personnel du Commandant des forces interalliées; conseiller du Commandant pour différentes questions de droit militaire et de droit civil, y compris la législation sur les opérations, les relations entre militaires et civils, et les poursuites judiciaires militaires. Promu au grade de lieutenant-colonel en décembre 1987.

#### *Avocat*

Membre du Groupe consultatif juridique du Ministère de la défense nationale.

Conseiller juridique du Fonds militaire.

Conseiller juridique de Dongbu Fire and Car Insurance, Ltd.

Conseiller juridique de Korea Aerospace Industries, Ltd.

Membre du Comité pour l'éducation du barreau de Séoul.

Membre du Comité international du barreau de Séoul.

Conseiller juridique du personnel militaire des États-Unis en Corée.

*Autres activités professionnelles*

Mars 1988-janvier 1989      Arnold et Porter, Washington, Stagiaire au  
Département des contrats gouvernementaux.

**Affiliations professionnelles**

Membre de l'Association du barreau de la République de Corée, décembre 1980.

Membre du barreau de l'État de Pennsylvanie, examen d'admission au barreau de Pennsylvanie, 1986.

**Distinctions**

Ordre du mérite décerné par le Chef d'état-major de l'armée de terre, en 1989.

Ordre du mérite décerné par le Ministre de la défense nationale, en 1992.

Ordre du mérite décerné par le Président de la République de Corée, en 1993.

Décoration Chunsu décernée par le Gouvernement de la République de Corée, en 1997.

**Stages et séminaires**

Évolution du droit civil, stage de trois mois à l'Université nationale de Séoul, Séoul (République de Corée).

Atelier à l'intention des spécialistes du droit des assurances, stage de trois mois à l'Université nationale de Séoul, Séoul (République de Corée).

Droit international humanitaire, séminaire de deux semaines organisé par le Comité international de la Croix-Rouge, 1995, San Remo (Italie).

Aspects juridiques des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, séminaire de 10 jours, New York (États-Unis).

Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1993, New York (États-Unis).

**Principales publications**

« Review of Political Asylum and International Disputes Involving the Army, Air Force and Navy » (1992, Military Law Review)

« Review of United Nations Peace-Keeping Operations » (1994, Military Law Review)

« Review of the Proposed International Criminal Court » (1995, Military Law Research)



« Problems of Domestic Implementation of International Humanitarian Law »  
(1996, Military Law Research)

**Tatiana Răducanu (République de Moldova)**

Date et lieu de naissance : 17 août 1955, Orhei (République de Moldova)

**Études**

1972-1977 Université d'État de la République de Moldova, faculté de droit, mention « excellent »

**Expérience professionnelle**

1977-1988 Avocate de la société « Meson », Chişinău;

1988-1996 Juge au tribunal du district de Râscani, Chişinău;

1996-actuellement Juge à la Cour d'appel de la République de Moldova.

**Activités extrajudiciaires**

1977 Stage universitaire sur la législation des droits de l'homme, Institut de droit européen, Université de Birmingham (Royaume-Uni);

1977 Stage universitaire, Institut britannique de droit international et comparatif;

1998-1999 Expert national en droits de l'homme, série de séminaires sur l'application de la Convention européenne des droits de l'homme par les juges, procureurs et avocats;

2000 Quarante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU et Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen quinquennal de l'application du Programme d'action de Beijing, New York; Forum préparatoire en vue de l'examen quinquennal de l'application du Programme d'action de Beijing, Manille (Philippines);

2001 Rapports dans le cadre de l'initiative juridique pour l'Europe du Sud-Est d'UNIFEM, New York (États-Unis) et Zagreb (Croatie);

2002 Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des traitements ou peines inhumains ou dégradants.

## **Mparany Mamy Richard Rajohnson (Madagascar)**

Date et lieu de naissance : 30 juillet 1948 à Antananarivo.

Grade et fonction actuelle : Magistrat du 1er grade, Secrétaire général du Ministère de la justice.

Diplômes obtenus : Baccalauréat de l'enseignement du second degré, série A  
Licence en droit privé  
Diplôme de l'Institut d'études judiciaires.

**Date d'entrée dans la magistrature** : 19 juillet 1978

### **Fonctions remplies**

Août 1978-mai 1979	Juge et juge d'instruction à la Section de tribunal de Mananjary
Juin 1979-mai 1986	Premier substitut du Procureur de la République près le Tribunal de première instance à Antsirabe
Juin 1986-septembre 1990	Juge et juge d'instruction au Tribunal de première instance d'Antsirabe
Octobre 1993-décembre 1996	Chef du Service des affaires criminelles au Ministère de la justice
Janvier-août 1997	Doyen des juges d'instruction au Tribunal de première instance d'Antananarivo
Août 1997-octobre 2002	Directeur du contrôle du fonctionnement des juridictions au Ministère de la justice
Novembre 2002 à ce jour	Secrétaire général du Ministère de la justice

### **Expériences en dehors de la magistrature**

Octobre 1992-octobre 1993	Inspecteur délégué du contentieux au siège de l'Assurance NY Havana
24 juillet 1997 à ce jour	Formateur des élèves magistrats à l'École nationale de la magistrature et des greffes à Antananarivo

### **Participation à des séminaires et formations professionnelles**

30 septembre-10 octobre 1993 : Codirecteur avec M. Gilbert Cousteaux, ancien Conseiller à la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Toulouse, ancien maître de conférence à l'École nationale de la magistrature française et inspecteur à l'Inspection générale des services judiciaires français de la Formation continue des magistrats malgaches sur l'instruction préparatoire et la Chambre d'accusation

Années 1999-2000 : Codirecteur avec M. Romain Ramanandraibe, Directeur général des études et des réformes au Ministère de la justice, des sept sessions de formation continue des magistrats de toutes les provinces sur la détention préventive et l'application de la loi No 97-037 du 30 octobre 1997

1999-2000 : Président du jury à l'examen de fin d'études, d'aptitude et de classement des élèves magistrats à l'École nationale de la magistrature et des greffes des promotions 1997 et 1998, sessions d'octobre 1999 et d'octobre 2000

Séminaire de l'Institut international de développement du droit (IDLI) sur l'arbitrage en matière de droit commercial et les méthodes de conciliation (12-16 septembre 1994 à Mantasoa-Antananarivo)

Colloque international sur la délinquance économique et financière (21-23 octobre 1996 à Antananarivo)

Session de formation des formateurs-magistrats à l'École nationale de la magistrature française à Bordeaux, 2-20 juin 1997

4-6 février 1998 : Participation à la « Conférence nationale sur la stratégie de la valorisation de la fonction de juger »

9-13 novembre 1998 : Intervention à la « Formation sur l'inspection » à l'École nationale de la magistrature et des greffes sous la direction de M. Geronimi, avocat général à la Cour de cassation française, ancien Inspecteur général des services judiciaires français sur le thème « des missions d'enquête et d'inspection de la direction du contrôle : objectifs, déclenchement de la procédure et techniques et outils »

Séminaire IDLI sur « le contrôle judiciaire de la corruption » (5-7 mai 1999 à Antananarivo)

25 et 26 octobre 1999 : Séminaire sur « l'éthique et la déontologie des magistrats » à l'École nationale de la magistrature et des greffes sous la direction de M. Rahetlah Jonah, Procureur général près la Cour suprême, et M. Denis Satas, Magistrat, maître de conférence à l'École nationale de la magistrature française

Session nationale de formation continue des magistrats, 1er-7 janvier 2000 à l'École nationale de la magistrature et des greffes sur l'administration des juridictions

20 mars-7 avril 2000 : Séminaire à Paris sur l'évaluation des activités juridictionnelles et l'inspection sous l'égide de l'inspection générale des services judiciaires français à l'École nationale de la magistrature

Session nationale de formation continue des magistrats qui s'est tenue à Antananarivo en partenariat avec les cabinets ARD/CHECHI et JURECO le 19 mars 2001 sur le thème « Journée de formation en arbitrage »

17 février 2001 : Intervention à la Conférence débat organisée par Transparency International, la Formation Fredrich Elbert et l'Association des étudiants en droit de Madagascar sur le thème « Les actions contre la corruption et les principaux objets de réforme de textes et de structures »

17-19 décembre 2001 : Participation à la formation continue des magistrats sur la cassation sur « La Chambre de cassation de la Cour suprême et la technique de cassation » à l'École nationale de la magistrature et des greffes (ENMG)

### **Distinctions honorifiques**

Chevalier de l'ordre national malgache

Chevalier de l'ordre de Mérite de Madagascar

## **Emile Francis Short (Ghana)**

Date de naissance : 6 février 1943

### **Fonctions actuelles**

1993-actuellement      Président de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative, Accra.

### **Études**

1967                    Maîtrise de droit (LL. M.), London School of Economics and Political Science, Université de Londres.

1966                    Licence en droit (LL. B. avec mention), Université de Londres.

### **Cours de perfectionnement**

2000                    Cours sur l'arbitrage, Amsterdam.

2000                    Cours sur la rédaction judiciaire et l'adjudication, Nouvelle-Écosse (Canada).

1999                    Cours pilote de l'Institut de la Banque mondiale : « Controlling corruption: towards an integrated strategy », Washington (États-Unis).

1997                    « Corruption prevention, control and improved management », Washington Management Institute, Washington.

1995                    « Preventing fraud and corruption », RIPA International, Londres.

1995                    « Human rights education and training », Secrétariat du Commonwealth, Londres.

1994                    Certificat de formation en droits de la personne, Fondation canadienne des droits de la personne, Montréal.

### **Qualifications**

1966                    Avocat, Lincoln's Inn, Londres.

### **Expérience professionnelle**

#### **Fonctions actuelles**

Depuis 1993, Président de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (Ghana).

Ces fonctions comportent les principales responsabilités suivantes :

Surveiller la mise en place et le fonctionnement des structures administratives de la nouvelle commission constitutionnelle de défense des droits de l'homme;

Négocier avec le Gouvernement ghanéen et les donateurs internationaux pour mobiliser des ressources afin de mettre sur pied et de faire fonctionner la Commission;

Diriger le processus de recrutement du personnel de la Commission;

Concevoir, développer et mettre en place le mécanisme d'examen des plaintes de la Commission;

Statuer sur les plaintes en matière de violations des droits de l'homme et d'injustice administrative en organisant des auditions quasi-judiciaires;

Rédiger des décisions judiciaires fondées sur les éléments de preuve et sur le droit en vigueur;

Vérifier la pertinence et la qualité du contenu des décisions judiciaires rédigées par les collaborateurs du Président;

Régler les litiges au moyen de techniques supplétives de règlement des différends;

Concevoir, élaborer et réaliser des programmes éducatifs destinés à sensibiliser le public et à susciter une meilleure intelligence des droits de l'homme et du mécanisme des plaintes;

Superviser l'établissement et la publication des rapports annuels de la Commission, de la documentation pédagogique et des rapports thématiques spéciaux;

Participer régulièrement, en tant que conseiller, à des ateliers, des conférences et des séminaires organisés et donnés par la Commission à l'intention de certains groupes cibles, notamment les policiers, les magistrats, les jeunes, les organisations féminines, les responsables politiques et administratifs, les organes religieux et le grand public;

Définir et attribuer les responsabilités des membres du personnel de la Commission;

Lancer et encadrer les recherches sur des questions relatives aux droits de l'homme présentant un caractère d'actualité ou d'urgence;

Animer un programme culturel national conçu en vue de l'éradication des pratiques culturelles dégradantes et déshumanisantes;

Diriger et superviser l'inspection annuelle des prisons, des colonies pénitentiaires et des cellules des postes de police et, ponctuellement, participer aux visites;

Signaler à l'attention du Gouvernement les violations systématiques des droits de l'homme et recommander des mesures permettant d'améliorer la situation grâce à une modification de la législation et des procédures administratives;

Aider le Ministère des affaires étrangères ghanéen à s'acquitter de l'obligation de présenter des rapports à l'ONU, conformément aux engagements qu'il a contractés en vertu de conventions et traités adoptés par les Nations Unies.

### **Principales réalisations**

Reconnaissance générale de l'indépendance politique et de l'impartialité de la Commission.

Mobilisation de ressources auprès de donateurs internationaux pour renforcer l'indépendance de la Commission.

Importante contribution à l'émancipation des femmes maintenues en situation servile au nom de la tradition grâce à l'éducation en matière de droits de l'homme et à la défense de ces droits.

Création d'un programme en cours de réalisation dont l'objectif est la libération des femmes soupçonnées de sorcellerie et le traitement de celles-ci avec humanité.

Restitution des biens confisqués pendant la période d'administration militaire.

Rôle de premier plan dans la campagne nationale de lutte contre la corruption.

### **Missions de consultant**

Consultant auprès du Centre Carter (États-Unis) pour le renforcement de la Commission des droits de l'homme du Libéria, 13-14 mars 1998.

Consultant pour le Secrétariat du Commonwealth (Londres), dans le cadre de l'atelier de renforcement des capacités organisé pour la Commission des droits de l'homme de l'Ouganda, 3-8 novembre 1997, et la Commission des droits de l'homme du Cameroun.

Conseiller dans le cadre de différents ateliers, séminaires et conférences nationaux et internationaux.

### **Expérience professionnelle**

- |                         |   |
|-------------------------|---|
| 1974-1993               | Assure la direction du cabinet d'avocats Max-Idan Chambers, Cape Coast (Ghana). Exerce activement le droit auprès d'une clientèle privée dans les domaines suivants : contentieux commercial, actes de cession, droit pénal, assurances, problèmes de succession et litiges fonciers, appels civils.  |
| 1977-1984,<br>1992-1993 | Chargé de cours de droit au Département des études de gestion de l'Université de Cape Coast (Ghana). Enseigne le droit des affaires et le droit commercial à des étudiants du premier cycle.  |
| 1971-1973               | Contribution à des activités éditoriales Lawyers Cooperative Publishing Company, Rochester (New York, États-Unis). Recherches approfondies relatives à un grand nombre de sujets juridiques effectuées dans les archives de décisions judiciaires étatiques et fédérales.<br><br>Analyse de données de recherche et annotation d'articles sur différents thèmes en vue de leur parution dans l' <i>American Law Reports Annotated Third Series</i> (ALR 3d), importante publication juridique (voir la liste des publications en annexe). |
| 1970                    | Juriste, Département des études sur l'environnement de l'État de New York, Albany (New York, États-Unis). Élaboration et application de règlements et de lois relatifs à la protection de l'environnement.  |
| 1968                    | Conseiller juridique, Services juridiques de l'État sierra-léonais. Formulation d'avis consultatifs au sujet d'affaires pénales en cours et conduite de poursuites pénales.   |

1967-1968 Enseignement du droit, Middlesex Polytechnic, Londres. Donne des cours de droit et des séances de travaux pratiques au niveau du Higher National Diploma et du Higher National Certificate.

#### **Activités et fonctions péri-universitaires**

1998 Président de l'African Ombudsman Centre (Centre africain de médiation) (République-Unie de Tanzanie).

1996 Membre du National Overview Committee of National Institutional Renewal Programme (Comité national d'analyse du Programme de renouveau des institutions nationales).

1994 Membre du Conseil des gouverneurs de la Legal Literacy and Resource Foundation du Ghana (Fondation pour l'enseignement du droit et la constitution de ressources juridiques, dont le siège est à Accra (Ghana)).

1993 Président de la Central Region Bar Association (Association du Barreau de la région Centre), Comité des droits de l'homme.

1992 Membre du Committee of Legal Literacy (Comité d'information juridique), Programme de l'Association du barreau ghanéen.

1991 Président du Comité de discipline de la Central Regional Football Association (Association de football de la région Centre) [Conseil des sports, Cape Coast (Ghana)].

1990 Président du comité de sélection pour la région Centre, du Central Region Legal Board (Conseil régional d'aide juridique).

1979 Membre de la Commission ghanéenne de réforme du droit, Accra.

1976-1978 Membre de la Commission du règlement de la Cour suprême.

#### **Publications**

*American Law Reports – Annotated Series, 1971-1973*

« Breaking and Entering of inner door as Burglary », 43 *American Law Reports* 3d, p. 1147.

« What are appurtenant private structures within provisions of insurance policy expressly extending coverage to such structures? », 43 *American Law Reports* 3d.

« Effect upon testamentary nature of document of expression therein of intention to make formal will, further disposition of property or the like », 46 *American Law Reports* 3d, p. 938.

« Lawfulness of inventory search of motor vehicle impounded by the police », 48 *American Law Reports* 3d, p. 685.

« What constitutes residence or domicile within State by citizen of another country for purpose of jurisdiction in divorce? », 51 *American Law Reports* 3d, p. 223.

« Retrospective increase in allowance for alimony, separate maintenance or support », 52 *American Law Reports* 3d, p. 156.



« Parents' desertion, abandonment or failure to support minor child as affecting right or measure of recovery for wrongful death of child », 53 *American Law Reports* 3d, p. 566.

« Permitting unlawful use of narcotics in private home as criminal offence », 53 *American Law Reports* 3d, p. 566.

« Revocation of nurse's license to practice profession », 55 *American Law Reports* 3d, p. 1141.

« Probate of copy of last will as precluding later contest of will under doctrine of *res judicata* », 55 *American Law Reports* 3d, p. 755.

« Conviction of possession of illicit drugs found in premises of which defendant was in non-exclusive possession », 56 *American Law Reports* 3d, p. 948.

« Conviction of possession of illicit drugs found in automobile of which defendant was not sole occupant », 57 *American Law Reports* 3d, p. 1319.

### **Présence et participation à des conférences**

Rencontres internationales des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenues à Tunis, décembre 1993.

Conférence sur le thème de l'enfant et de la famille, Victoria (Canada), juin 1994.

Session d'été du Programme international de formation en droits de la personne, Fondation canadienne des droits de la personne, juillet 1994.

Conférence sur la déclaration des droits (Zimbabwe), décembre 1994.

Réunion des médiateurs nationaux d'Europe et d'Afrique, Paris, mars 1995.

Conférence de lancement de l'Association du Commonwealth pour l'administration et la gestion des affaires publiques, Île-du-Prince-Édouard (Canada), août 1994.

Première Conférence tricontinentale d'institutions de protection et de promotion des droits de l'homme, Santa Cruz de la Palma (Espagne), septembre 1995.

Conférence du Commonwealth sur l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, Christ Church, Oxford (Royaume-Uni), septembre 1995.

Conférence d'Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme en Afrique, Yaoundé, février 1996.

Association du Commonwealth pour l'administration et la gestion des affaires publiques (Malte), avril 1996.

Mission d'une semaine auprès de la Commission indépendante de la lutte contre la corruption, Hong Kong (Chine), juin 1996.

Onzième Conférence de l'Association du Commonwealth pour le droit, Vancouver (Canada), août 1996.

Institut international des sciences administratives, Bruxelles, mars 1997.

Séminaire réunissant tous les États membres du Commonwealth sur le thème des structures démocratiques pour le renforcement de la fonction publique, Pretoria, avril 1997. Présentation d'une communication intitulée « Responsabilité démocratique – Les droits de l'homme et la justice administrative au Ghana ».

Programme de formation de l'Institut international de Washington sur la prévention de la corruption, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gestion de ce problème, Washington, mai 1997.

Neuvième Conférence annuelle de la Société africaine du droit international et du droit comparé, Abidjan, août 1997. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme et la justice administrative au Ghana

Atelier sur les institutions nationales de protection des droits de l'homme dans les États membres du Commonwealth, organisé par la Commonwealth Human Rights Initiative et par l'Institute for Public Policy Research sur le thème de la promotion des pratiques optimales, 1997. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme ghanéenne dans la prévention des cas de détention arbitraire, de torture et de traitements dégradants.

Séminaire régional africain sur les droits économiques, sociaux et culturels, Abidjan, mars 1998.

« La protection des droits de l'homme au niveau national », Belfast (Irlande du Nord), mai 1998.

Réunion consultative pour la création d'une commission des droits de l'homme indépendante au Libéria, mars 1998.

Forum des États de l'Afrique de l'Ouest sur les droits de l'homme, Dakar, avril 1998. Présentation d'une communication sur le rôle de la Commission des droits de l'homme et la justice administrative au Ghana.

Deuxième Conférence des institutions nationales africaines, Durban (Afrique du Sud), juillet 1998.

Conférence internationale pour la création d'une commission nationale de protection des droits de l'homme et d'un poste de médiateur, 1998. Présentation d'une communication sur la Commission des droits de l'homme ghanéenne.

Atelier national sur le thème de l'intégrité, Accra, octobre 1998.

Atelier sur le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les droits de l'homme dans le contexte de l'Afrique, Dakar, décembre 1998. Présentation d'une communication sur les droits de l'homme et la protection des réfugiés.

Convention du Commonwealth sur la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, Accra, décembre 1998. Présentation de deux communications sur l'importance de l'éducation en matière de droits de l'homme et sur la sensibilisation par l'éducation et la mise à la disposition du public de l'information, particulièrement en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

La promotion des droits de l'homme, de la paix, de la bonne gouvernance en Afrique dans le cadre du Commonwealth, Harare, janvier 1999.

Réunion sur la lutte contre la corruption organisée par la Global Coalition for Africa, Washington, février 1999.

Rencontres sur la lutte contre la corruption organisées par Al Gore, Washington, février 1999.

Journées organisées à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Commission indépendante de la lutte contre la corruption sur le thème de la lutte contre la corruption au XXI<sup>e</sup> siècle, mars 1999.

Vingt-cinquième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Bujumbura, avril-mai 1999.

Conférence intitulée « Les cultures de la démocratie dans l'optique du Commonwealth », organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institute of Commonwealth Studies (Royaume-Uni), juin 1999.

Réunion spéciale des experts techniques officiels et indépendants organisée sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Conakry, mars 2000.

Cinquième atelier sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Rabat, avril 2000.

Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Genève, avril 2000.

Cours sur la rédaction de décisions, le processus d'audience et la gestion d'un tribunal, Institut canadien d'administration de la justice, Halifax (Canada), mai 2000.

Conférence du Commonwealth pour les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Sidney, Sussex College, Université de Cambridge (Royaume-Uni), juillet 2000.

Lancement en Afrique du *Rapport sur le développement humain 2000* et atelier sur les droits de l'homme en Afrique, Bamako, juillet 2000.

Conférence organisée par l'Institut international d'éthique publique d'Ottawa (Canada) et par Transparency International (TI), ayant pour thème le programme en matière de lutte contre la corruption au cours de la prochaine décennie, Ottawa, septembre 2000.

Septième conférence organisée par l'Institut international de l'Ombudsman, Durban (Afrique du Sud). Visite au Bureau de l'Ombudsman en Namibie, formation du personnel, octobre-novembre 2000.

Atelier consultatif sur la création d'une commission des droits de l'homme en Sierra Leone, décembre 2000.

### **Affiliations**

Membre de l'Association du barreau ghanéen.

## **Bert Swart (Pays-Bas)**

Date et lieu de naissance : 9 mars 1941, Heerhugowaard (Pays-Bas).

### **Études**

1959-1964 Cours de droit, Université de Nimègue (Pays-Bas).

1964-1965 Cours de droit, Université de Poitiers (France).

### **Langues**

Parle couramment anglais, français et allemand; possède des notions de base d'espagnol.

### **Fonctions actuelles**

Depuis 1996 Juge à la Division pénale de la Cour d'appel d'Amsterdam.

Depuis 1996 Professeur de droit international pénal (chaire Van Hamel) à l'Université d'Amsterdam.

Depuis 1994 Membre de l'Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas.

Depuis 1999 Membre du Conseil de direction de l'Association internationale de droit pénal.

2001 Élu juge *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

### **Fonctions antérieures**

1965-1972 Chargé de cours de droit pénal à l'Université d'Amsterdam.

1972-1980 Professeur adjoint de droit pénal à l'Université d'Amsterdam.

1980-1996 Professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université d'Utrecht.

1988-1996 Juge à temps partiel à la Cour d'appel d'Arnhem.

1992-1997 Membre du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme de l'Association de droit international.

1999 Président de la quatrième section du XVIe Congrès international de l'Association internationale de droit pénal (Budapest).

Depuis 1991 Membre de divers comités conseillant le Gouvernement néerlandais (en ce qui concerne le projet de code sur les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité établi par la CDI, le projet de statut d'une cour criminelle internationale établi par la CDI, l'élaboration du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et l'élaboration de la législation néerlandaise pour la mise en oeuvre du Statut de Rome).

1994-1995 Participant à la Conférence de Syracuse (Italie), pour l'élaboration du projet du statut de Syracuse d'une Cour criminelle internationale.

#### **Conférencier invité à des événements internationaux**

Aberysthwyth (Royaume-Uni), Anvers (Belgique), Brême (Allemagne), Le Cap (Afrique du Sud), Fribourg-en-Brisgau (Allemagne), Gand (Belgique), Londres (Royaume-Uni) et Lodz (Pologne).

#### **Publications**

Publications en néerlandais, dont les livres et monographies ci-dessous :

*Politiek delikt en asiel (Délits politiques et droit d'asile)* (1973), 60 pages.

*De toelating en uitzetting van vreemdelingen (L'admission et l'expulsion des étrangers)* (1978), 578 pages.

*De rechten van de mens in het uitleveringsrecht (Droits de l'homme et droit d'extradition)* (1982) 62 pages.

*Nederlands uitleveringsrecht (Le droit d'extradition aux Pays-Bas)* (1986), 601 pages.

*De berechting van internationale misdrijven (La décision en matière de crimes internationaux)* (1996), 52 pages.

*Een ware Europese rechtsruimte (Un véritable espace juridique européen)* (2001), 34 pages.

Publications dans d'autres langues, dont les livres suivants :

*Criminal Justice in Europe: A comparative Study* (Oxford, Clarendon Press, 1995), 404 pages (en collaboration avec Phil Fennell, Christopher Harding et Nico Jörg).

*Enforcing European Community Rules: Criminal Proceedings, Administrative Procedures and Harmonization* (Aldershot, Dartmouth Publishers, 1996), 214 pages (en collaboration avec Christopher Harding).

*International Criminal Law in the Netherlands*, Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht, Fribourg-en-Brisgau, 1997, 431 pages (en collaboration avec André Klip).

## **Xenofon Ulianoschi (République de Moldova)**

Date de naissance : 28 février 1958

### **Études et qualifications universitaires**

- 1975-1980 Faculté de droit, Université d'État de Chisinau (République de Moldova).
- 1993-1998 Téléenseignement pour l'obtention du doctorat, faculté de droit de l'Université « Babes-Bolyai », Cluj-Napoca (Roumanie).
- Juin 1998 Doctorat en droit. Sujet de thèse : « La complicité de délit ».
- Février 1999 Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et droit humanitaire, Université de Lund (Suède). Programme de formation supérieure en droit international.
- Février 2001 Maître de conférences, faculté de droit, Université internationale indépendante de Moldova.

### **Expérience professionnelle**

- 1980-1986 Assistant en histoire et en droit, Directeur adjoint des activités pédagogiques, École professionnelle No 2, Chisinau (République de Moldova).
- 1986-1991 Juge, chef adjoint du tribunal de Tiraspol.
- 1991-1992 Juge, tribunal de district de Buiucani, Chisinau.
- 1992-2002 Juge, chef adjoint du tribunal militaire de Chisinau.
- Avril 1999 Se voit conférer une qualification de premier rang (degré supérieur dans la hiérarchie des juges).
- Depuis janvier 2002 Juge au tribunal militaire de Chisinau, chargé du règlement des affaires criminelles et autres délits commis par des militaires de tous grades (excepté celui de général).

### **Autres activités nationales**

- 1991-1995 Maître assistant, faculté de droit, Université d'État de Moldova, Chisinau.
- 1995-1996 Maître assistant, École supérieure de police de MIA, République de Moldova.
- 1996-2001 Maître assistant, faculté de droit, IIUM.
- 2000 Membre d'un groupe de travail spécialisé; auteur d'une analyse du projet de code pénal.
- Février 2001 Maître de conférences, faculté de droit, IIUM. Spécialités : Droit pénal, Sections générale et spéciale, Droit de procédure pénale.

### Collaboration avec des organisations internationales

- **Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).** Membre d'un groupe de travail chargé de l'élaboration et de la mise en forme du projet de loi sur le statut des réfugiés. A établi un rapport sur la compatibilité de la législation nationale avec le droit international en ce qui concerne les réfugiés. En tant qu'expert du HCR, a, aux côtés de juges, de procureurs, de députés et de gardes frontière, fait des rapports et des communications sur la notion de réfugié ainsi que sur les principes d'application de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés à l'occasion de plus de 10 séminaires et conférences organisés par le bureau du HCR pour la Moldova, en République de Moldova, en Roumanie, en République tchèque et en Allemagne.
- **Conseil de l'Europe et Commission européenne.** Programme organisé conjointement par la Commission européenne et le Conseil de l'Europe pour lutter contre la corruption et le crime organisé dans les pays en transition (Programme Octopus II) :
  - Séminaires sur la coopération avec les organes de la justice pénale et sur la protection des groupes vulnérables, notamment les témoins, tenus l'un à Bratislava (République slovaque), du 29 septembre au 1er octobre 1999, et l'autre, du 12 au 20 février 2000, à Aschersleben (Allemagne). En tant que membre de la délégation de la République de Moldova à ces séminaires, a participé à l'élaboration de recommandations destinées aux pays membres du Conseil de l'Europe touchant l'adoption de mesures de protection à l'endroit des personnes qui collaborent avec la justice;
  - En 1997, au sein d'un groupe de travail et conformément au décret No 210 du 5 mai 1997, a procédé à une vérification de la compatibilité de la législation moldove avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme. A établi des rapports sur la compatibilité de la législation nationale avec l'article 5 de la Convention (droit à la liberté); article 6 – droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement; article 8 – droit au respect de la vie privée et le Protocole additionnel No 7 – droit de faire appel, etc.;
  - Du 2 au 5 juillet 1997, dans le cadre de l'examen de la compatibilité de la législation moldove avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, s'est rendu à Paris au Ministère de la justice et au Ministère des affaires étrangères.
- **Institut des politiques constitutionnelle et juridique de Budapest.** A collaboré en tant qu'expert au programme de démocratisation des forces armées de cet institut. Dans le cadre de ce programme :
  - A rédigé une étude de 250 pages sur la législation militaire de tous les pays membres de la Communauté d'États indépendants et des États baltes ainsi que de la compatibilité de cette législation avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, les deux Pactes (depuis 1966) et la Convention européenne des droits de l'homme;
  - A collaboré à un programme de formation de formateurs en matière de justice civile dans les pays de la CEI et dans les États baltes;

- A rédigé quatre monographies (160 pages) en vue de séminaires de formation concernant la justice militaire dans les pays de la CEI et les États baltes. Sujets étudiés :
    - Le droit pénal international. Le délit en droit pénal international. Les obligations et responsabilités des militaires en droit pénal international. Les principales institutions dans le domaine de la justice militaire internationale. Les tribunaux pénaux internationaux et la Cour pénale internationale;
    - Aspects des droits des soldats du contingent dans le contexte de la Convention européenne des droits de l’homme;
    - Violations disciplinaires et délits militaires : concepts et éléments constitutifs;
    - Modèles de décisions des tribunaux militaires dans les pays de la CEI et les États baltes. Principes fondamentaux en matière de jugement et indépendance du pouvoir judiciaire;
  - Dans le cadre du programme, a donné des conférences à l’occasion de séminaires sur la justice militaire organisées à l’intention de formateurs en Lettonie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan et en Moldova;
  - A organisé, en République de Moldova, un centre de protection des droits des réfugiés et des militaires.
- **Comité d’Helsinki pour la défense des droits de l’homme en République de Moldova.** Collabore en tant qu’expert avec le Comité depuis 1997. A établi de nombreux rapports sur la violation des droits de l’homme en Transdniestrie (République de Moldova) sur les forces armées et les prisons de la République de Moldova pour ce qui est de l’accès à l’information et du droit à la vie privée. A analysé les législations française, suisse et québécoise du point de vue de l’accès à l’information. A pris part à la majorité des séminaires, nationaux et internationaux, organisés par le Comité en République de Moldova.

Actuellement, sous l’égide du Comité d’Helsinki et, en tant que membre d’un groupe d’experts, analyse la compatibilité de la législation moldove avec les instruments internationaux relatifs à la lutte contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants dans les établissements pénitentiaires.

**Participation à des conférences et séminaires internationaux :**

**United States Defense Institute of International Legal Studies**

- Séminaire sur la justice militaire et les opérations disciplinaires, Chisinau, janvier 1997.
- Séminaire sur le droit international et les opérations de paix, Chisinau, décembre 1997.
- Séminaire sur les opérations de paix et les accords sur le statut des forces, Chisinau, mai 2000.



**Forum de Crans Montana et Sommet mondial de Monaco, tenus sous le haut patronage du Conseil de l'Europe et de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies**

- Conférence internationale sur la justice et les institutions bancaires et financières face au crime, 9-10 décembre 1999, Palais des Nations, Genève (Suisse).
- Conférence internationale sur le même sujet, organisée les 9 et 10 décembre 1999, au Palais du Sénat, Paris .

Participation à de nombreux séminaires et conférences internationaux sur la protection des droits de l'homme, organisés en France, en Allemagne, en Suisse, en Suède, au Danemark, en République tchèque, en Slovaquie, en Russie, en Lettonie, en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Arménie, au Kazakhstan, etc.

**Activités publiques**

Président de l'Association des avocats militaires de la République de Moldova.

Directeur du Centre de protection des droits des réfugiés et des militaires de la République de Moldova.

Membre du conseil de rédaction de la revue moldave « Themis » publiée par l'Association des juges de la République de Moldova (« Themis » publie des travaux et articles scientifiques relatifs au droit pénal, à la criminologie et au droit de la procédure pénale).

Membre du Conseil de consultants scientifiques de la Cour suprême de justice de la République de Moldova.

Membre du groupe de travail sur les possibilités de remplacement des peines.

**Activités scientifiques**

A publié 28 ouvrages, articles, monographies et brochures scientifiques, parmi lesquels :

- Motifs de violations du règlement militaire. Interprétation de la législation et suggestions;
- Délits environnementaux;
- Législation pénale et législation militaire : suggestions, déclarations;
- Le droit à la liberté;
- Le droit à l'inaliénabilité du domicile;
- Le meurtre prémédité. Problèmes d'interprétation;
- La législation de la République de Moldova à la lumière de la Convention européenne des droits de l'homme;
- La pluralité de délinquants : concept, caractéristiques, formes;
- Nature juridique de la complicité délictuelle;
- Complicité délictuelle et passage à l'acte;

- Complicité délictuelle;
- « *Nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege* »;
- L'arrestation et la détention d'étrangers, d'immigrants clandestins et de réfugiés. Les chemins de l'exil;
- Complicité délictuelle/monographie;
- Guide du conscrit/brochure;
- Guide du coopérant;
- Guide du soldat;
- Problèmes posés par le terme de « réfugié »;
- Responsabilité pénale des personnes morales;
- Les arrestations de militaires à titre disciplinaire. Problèmes et pratiques en la matière;
- La responsabilité pénale des mineurs;
- Notions concernant la complicité en matière de délits (sujets spéciaux);
- L'amnistie dans le nouveau Code pénal;
- Manuel de droit militaire;
- L'emploi du terme « crime militaire » dans le nouveau Code pénal;
- Le délit d'insubordination dans le nouveau Code pénal;

**Connaissances linguistiques**

Roumain (langue maternelle), français, anglais, russe.

---

## **Aura E. Guerra de Villalaz (Panama)**

### **Expérience professionnelle**

- Université du Panama
  - Directrice du Centre de recherche juridique
  - Professeur de droit pénal
  - Professeur de séminaire (travaux menant à un diplôme)
  - Doyenne chargée de la faculté de droit
  - Professeur de maîtrise en droit pénal
- Université Santa Maria La Antigua
  - Professeur de droit pénal (aspects généraux)
  - Professeur de droit pénal (aspects spéciaux)
  - Professeur de maîtrise en droits de l'homme
- Université latine
  - Professeur de maîtrise en droit procédural
- Organes judiciaires
  - Septième juge de district, branche pénale
  - Quatrième juge de district, branche civile
  - Rapporteur de la Cour suprême de justice
  - Secrétaire de la deuxième Chambre de la Cour suprême de justice
  - Magistrate de la Cour suprême de justice
- Secteur public
  - Directrice de l'état civil
  - Représentante de l'Amérique latine au Comité pour la prévention du crime du Conseil économique et social de l'ONU
- Fonctions d'avocate
  - Membre du cabinet d'avocats Carrillo, Villalaz et Muñoz
  - Membre du cabinet d'avocats Villalaz et associés
  - Présidente par intérim du Collège national d'avocats

### **Distinctions**

Médaille Dra. Raquel de León  
Médaille Clara González de Berhinger  
Médaille du mérite – CEIJAP  
Membre d'honneur de Sigma Lambda, Université du Panama

« Mujer Distinguida » – 2000

« Valores ciudadanos » – 2001

Membre de la Commission présidentielle pour la lutte contre la corruption – 2002

**Profession présente**

Avocat, professeur de droit pénal à l'Université, consultant en criminologie

**Études**

Études primaires à David et La Estrella

Études secondaires : Diplôme de fin d'études secondaires, École normale Juan de Arosemena, Santiago

Licence en droit et sciences politiques, Université du Panama

Maîtrise en droit (M.D.), Université nationale autonome du Mexique (UNAM)

Études de doctorat, UNAM

**Cours de spécialisation**

Cours de recyclage en sciences pénales, Université des Andes, Mérida (Venezuela)

Cours de spécialisation en sciences pénales, UNAM

Cours sur l'enseignement du droit, UNAM

Cours de recyclage en droit pénal, San José (Costa Rica) et Gran Canaria (Espagne)

Cours de recyclage en droit pénitentiaire, Bureau du Procureur général, Mexico

**Autres activités**

Membre de la Commission de révision du Code pénal, 1982

Membre de la Commission de codification du Code de la famille

Membre de la Commission de révision de l'avant-projet de code pénal, 1998

Membre de la Commission de révision de l'avant-projet de code de procédure pénale, 1999

Membre de la Commission de rédaction du Règlement de la carrière judiciaire et de l'École judiciaire

Membre de la Commission de rédaction de la loi No 11 de 1981 (loi organique relative à l'Université du Panama)

Coordonnatrice de l'étude-diagnostic de l'administration de la justice (1986-1988)

Coordonnatrice pour le système judiciaire du projet d'amélioration de l'administration de la justice au Panama (1993-1997)

Coordonnatrice du projet relatif à l'administration de la justice et aux droits de l'homme (procès pénal et exécution de la peine), parrainé par l'Union européenne

Coordonnatrice du projet relatif au défi posé par la population pénitentiaire au Panama, parrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement

Services de consultante spécialisée en droit pénal, ANAM, 2001

Délits contre l'environnement (révision et élaboration de la loi)

#### **Affiliations professionnelles**

Collège national d'avocats (Vice-Présidente, 1978, 2000-2001)

Union des citoyennes du Panama (fondatrice et Présidente, 1967)

Association nationale des avocats

Centre des étudiants en droit (Secrétaire générale, 1957)

Centre d'études sur l'indépendance du pouvoir judiciaire et le libre exercice de la profession d'avocat (fondatrice et coordonnatrice)

Association des magistrates et juges du Panama (AMAJUP), fondatrice et Présidente (1995-1997)

Mouvement international des médias indépendants (Miamsi), Coordonnatrice

Club des femmes des professions libérales et des femmes d'affaires (membre honoraire)

Croix-Blanche panaméenne (conseillère)

Pastorale carcérale (membre honoraire)

Association pour le progrès de la science (APANAC, fondatrice)

Association authentique des professeurs de l'Université du Panama (fondatrice et Présidente), 1986

Académie panaméenne de droit (fondatrice et Présidente), 1989

#### **Activités de recherche, participation à des conférences, séminaires et ateliers, et publications**

*Jurisprudencia Penal*. Centro de Investigación Jurídica, 1944-1967

*Jurisprudencia Constitucional*, tomes I, II et III

*Boletines de Investigación Jurídica*, Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

Annuaire de droit (comptes rendus, revues, jurisprudence, articles), Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

*El Delito del Aborto Provocado*. Editorial Senda, 1980

*Los Derechos de la Mujer*. Tirage à part

*Tratado de Derecho Penal Panameño*. Editora Panamá Viejo, 1977, réédition, 1980

*La Mujer y la Lucha por sus Derechos*. Editora Universitaria, 1985

*Lecciones de Derecho Penal. Delitos contra el Patrimonio*. Editora Senda, 1989

*Lecciones de Derecho Penal. Delitos contra la fe pública*. Editora Senda, 1989

*La Codificación Penal en Panamá*. Imprenta Órgano Judicial, 1994

*El Estado de Derecho en Panamá.* Justicia Penal Material, Imprenta Órgano Judicial, 1995

*La Justicia Penal en la Década del Noventa.* Imprenta Órgano Judicial, 1997

*La Casación Civil y Penal.* Imprenta Temis, Bogotá, 2a ed., Sistemas Jurídicos, 2001

*Tratado de Derecho Penal Especial,* tome I, 2001

*Comentarios al Código Penal.* Edit. Mizrachi & Pujol, 2001

Articles publiés dans des revues nationales et étrangères sur le droit pénal, le droit des mineurs, le droit de la famille, le droit pénitentiaire, les droits de l'homme et les droits de la femme

Conférences et exposés lors de congrès, séminaires et forums dans des centres universitaires nationaux et étrangers (Panama, Costa Rica, Mexique, Venezuela, Nicaragua, Honduras, Équateur, Chili, Guatemala, Espagne, Canada, Autriche, Italie)

Programmes de radio et de télévision sur des thèmes juridiques, sociaux et politiques

Activités de recherche sur les questions suivantes :

- Délits contre l'environnement
- Propriété intellectuelle
- Fonctions judiciaires de l'Assemblée législative
- Carrière judiciaire
- Indépendance du pouvoir judiciaire
- Mesures personnelles de précaution
- Causes de justification
- Victimologie
- Détention préventive
- Droit de l'environnement

#### **Participation à des congrès, séminaires et stages**

Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

- Sixième Congrès, Caracas (Venezuela), 1980
- Septième Congrès, Milan (Italie), 1985
- Huitième Congrès, La Havane (Cuba), 1990
- Neuvième Congrès, Le Caire (Égypte), 1995

Réunions préparatoires de la Division de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU :

- Ottawa (Canada), 1983
- San José (Costa Rica), 1986
- Vienne (Autriche), 1988

Droits de l'homme et systèmes pénaux (spécialistes en droit pénal d'Amérique latine)

- San José (Costa Rica), 1975
- Rio de Janeiro (Brésil), 1980

---

Comité de la prévention du crime du Conseil économique et social

Caracas (Venezuela), 1977  
Vienne (Autriche), 1982, 1984, 1986, 1988

Réunions de cours suprêmes

Panama, 1992  
San José (Costa Rica), 1994  
Williamsburg, Virginie (États-Unis), 1996  
Tegucigalpa (Honduras), 1997

Exécution des peines dans une perspective sexospécifique, Quito (Équateur), 1998

Adoption dans un contexte international, Guatemala, 1998

Abolition des peines, San José (Costa Rica), 1995

Cinquième Congrès de criminologie : Exposé sur les délits contre l'environnement, Saint-Domingue (République dominicaine), 1997

Institut ibéro-américain de droit pénal comparé :

Panama, 1998  
Canaries (Espagne), 1999  
Bogota (Colombie), 2001

Administration de la justice et droits de l'homme :

Managua (Nicaragua), 1988  
San José (Costa Rica), 1990  
Oaxaca (Mexique), 1992  
San José (Costa Rica), 1994  
Mazatlán (Mexique), 1996

---